

N^o. 182.

15^e. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION.

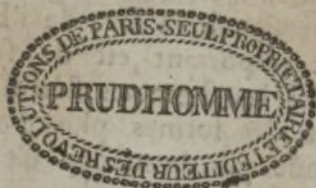
AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.

..... Levons-nous



DU 29 DÉCEMBRE 1792 AU 5 JANVIER 1793.

A la république française pour l'année 1793.

AU premier janvier 1792 nous adressâmes à Louis XVI pour étrennes quelques vérités fortes dont il ne fut pas profiter; il en porte aujourd'hui la peine que nous lui avons aussi comme prédite. — *Louis*, disions-nous alors au ci-devant roi, *les temps de l'idolatrie populaire sont passés, les années de la clémence nationale sont écoulées, & 1792 sera*

N^o. 182. Tome 15.

A

celle de la justice sévère, celle du jugement dernier des rois, celle enfin où le souverain apposera son veto absolu sur tous les tiens.... Sache que si le peuple fixe une fois les yeux sur la liste nom-breuse de ses mauvais rois, indigné de sa longue patience, il voudra punir dans la personne de leur imitateur actuel tous les crimes des trois dynasties ensemble.

Louis, voilà, sans être prophètes, ce que nous pouvons te prédire. L'année 1792 couvra de grands événemens. Nous ne t'a-vons pas consulté pour faire la révolution de 1789 ; nous ne te consulterons pas davantage sur ce qui nous reste à opérer pour parachever le grand œuvre de notre liberté. Le sang des despotes est-il donc si pur qu'on n'ose le verser pour en épargner des torrens aux nations ?

Citoyens de la République française, chers compatriotes, si nous avons des droits à votre confiance, recevez à votre tour quelques avertissemens que nous croyons de-voir vous donner, & qui pourront vous être de quel-que utilité. Nos pressentimens pour l'année 1792, que vous-mêmes regardâtes long-temps comme des fruits acerbes d'une sombre imagination, ont été justifiés, pour ainsi dire, à la lettre. Ceux que nous vous offrons ici pour l'année 1793, sont fondés aussi sur l'observation & l'expérience. Profitez-en mieux que Louis Capet.

Citoyens de la république, vous avez ébauché de grandes choses en 1792 ; il s'agit, en 1793, de les con-solider & d'en soutenir avec courage l'honorable poids. Se déclarer républicains à la face de l'Europe, n'est pas difficile. Le point important est de se faire respecter comme tels. Effacer les stigmates flétrissantes de la royau-té, leur substituer des formes plus d'ignes de l'homme libre, ne demande pas beaucoup d'efforts ; mais en prendre l'esprit, en soutenir la dignité par nos mœurs ainsi que par nos armes, voilà la chose nécessaire & qui n'est pas faite. Avouons-le ; jusqu'à présent, tout ce que nous avons fait ne ressemble encore qu'à une mode nou-velle.

Si Caton le censeur, dont nous avons plusieurs fois évoqué l'ombre vénérable, sortoit de sa tombe au bruit de notre révolution, & quittant Rome indigne de pos-séder plus long-temps sa cendre, venoit parmi nous, vi-siter nos campagnes, parcourroit nos cités, quelle idée prendroit-il de notre république naissante ? Il nous semble

l'entendre s'écrier de cette voix dure & prophétique qui gourmanda si long-temps les vices de sa patrie :

France, tu veux être libre : où sont tes mœurs ? tu renfermes de bons principes, beaucoup de lumières, plus que n'en eut jamais mon pays ; mais du moins mon pays avoit, de mon temps, ce qui n'est pas ici & ce qui n'y sera peut-être jamais, un fonds de patriotisme capable de persévérance. Français ! depuis que vous êtes en révolution, qu'avez-vous fait ? Presque rien en comparaison de ce qui vous reste à faire, & vous n'avez qu'un an pour remplacer ce que vous avez détruit en quatre années. Oui, si votre révolution n'est pas close chez vous, pour vous, dans le cours de cette année 1793, vous en perdrez tout le fruit ; vous n'en aurez ceuil i que les épines. Ecoutez - moi. Je n'ai jamais flatté mels concitoyens ; les morts sont cosmopolites : je vais dire vos fautes de 1792, & tracer votre conduite pour 1793.

Vous voilà débarrassés à peu près de vos patriciens, & vous procédez à la vente de leurs terres. Il eût peut-être été d'une politique sage d'en distribuer quelques portions aux veuves & aux orphelins indigens des soldats de la liberté, morts aux frontières pour la défendre. Les biens de vos émigrés ne sont autre chose que des terres conquises sur l'ennemi. Prenez garde que des accapareurs de châteaux, de parcs ne succèdent à vos chevaliers français, & ne soient pires qu'eux.

Il vous reste dans les mains votre ci-devant roi, & vous ne savez trop qu'en faire. Votre sénat consomme des semaines entières à discourir, avec plus ou moins de rhétorique (1), sur le sort de Louis Capet. Français, savez-vous où tout cela va vous mener ? droit à la guerre civile ou à la servitude, & peut-être à toutes deux. Je désire me tromper ; mais déjà je vous vois sur la route. Vos pères conscripts, par la lenteur de leurs déterminations, qui n'ont deviendront pas plus mûres, ont laissé le temps à l'opinion de s'abâtardir ; chaque heure du jour enlève des milliers de partisans à la république pour les donner au royalisme. Déjà le plus grand nombre tourne le dos

(1) Caton n'aimoit point les orateurs, il fit dans la tribune du *forum* la motion de les chasser du territoire de la république, & de les envoyer à Athènes.

à ceux qui paroissent disposés à voter dans les assemblées primaires contre le tyran. Déjà dans vos guinguettes de chansonniers à gages glapissent des plaintes (1) niaises mais attendrissantes sur le sort du tyran. J'ai vu, oui, j'ai vu le buveur laisser tomber dans son vin une larme en faveur de Louis Capet, qui en a fait tant répandre; & qui dans les liens de sa prison, grâces à la conscience timorée de vos pères conscrits, n'a pas encore perdu l'espoir de laver son sceptre & sa couronne dans le sang des républicains fidèles à leur serment. Déjà sur vos tréteaux de ville & des remparts, on remet en scène les objets qui fournissent le plus aux allusions favorables à votre tyran. J'ai vu battre des mains, & j'ai couvert mon visage de larmes, j'ai entendu applaudir au libérateur d'un prisonnier noble (2), & c'étoit votre tyran que l'on applaudissoit. On vous l'a déjà dit: vos législateurs qui veulent l'être du monde entier, & qui ne savent pas même faire la police de leur salle d'assemblée, auroient dû, le jour même de l'abolition de la royauté, prononcer le jugement du dernier de vos rois, & en ordonner le supplice sur le champ, le peuple alors étoit à toute sa hauteur. Une pitié de femme n'eût point trouvé place dans son cœur plein du sentiment de la justice. Tout citoyen alors eût été listeur: le moment est passé, il ne reviendra plus. La république française est déjà aux trois quarts royalisée. Faudroit-il donc une défaite éclatante dans une première campagne du printemps, pour vous rendre votre première énergie....!

A Rome, je n'ai jamais pu persuader à mes concitoyens de chasser leurs augures; mais du moins ceux-ci ne prêchoient que la morale de l'état. Le culte des dieux n'étoit

(1) Cette complainte, sur l'air du Pauvre Jacques, commençoit ainsi :

O mon peuple, que t'ai-je fait !

On en vend par milliers. Elle a fait oublier l'hymne des Marseillois.

(2) Raoul, sire de Créqui, drame en ariettes, joué sur le théâtre italien. Les royalistes ne se gênent plus. Au théâtre français & ailleurs, ils font l'application à leur idole de tous les vers tragiques, pour peu qu'ils en soient susceptibles, & personne n'est là pour faire taire la cabale.

n'étoit point en concurrence avec celui des loix. Vous, Français, vous vous dites, vous vous proclamez hommes libres, & tous les jours vous rampez comme des esclaves aux genoux de vos prêtres. Vous ne pouvez vous passer d'eux; vos églises sont pleines & vos assemblées primaires sont désertées. J'apprends à l'instant que vous avez pris le parti de vos prêtres contre vos municipaux. Allez! reprenez vos grelots, vos hochets, & ne parlez plus de révolution. Sachez qu'un peuple n'est point libre, tant qu'il conserve des rois & des prêtres privilégiés, tant qu'il n'ose frapper un tyran du glaive de la loi & tant qu'il préfère le sermon de ses prêtres au scrutin de ses magistrats; & vous vous plaignez de l'impéritie ou de l'immoralité de ceux qui se trouvent placés à la tête de vos affaires! Pauvres français! sur vos monnoies, sur vos monumens publics, sur le frontispice de vos loix, sur les drapeaux de vos armées, par-tout je lis le mot de république; & parmi vingt-cinq millions d'hommes, je cherche encore un républicain. Les uns, sur une planche du vaisseau de la monarchie naufragée, espèrent encore qu'une vague officieuse les jettera dans le port. Les autres, qui jadis singeoient la cour pour lui plaire, se font sans-culottes pour capter les bonnes grâces du peuple, & le peuple étonné de tout ce qu'il voit, se dit machinalement républicain; demain s'il a soif, on espère le faire devenir royaliste.

Français! avec un tel caractère & de pareilles mœurs où prétendez-vous aller? Vous l'ignorez vous-mêmes. Plusieurs petites factions qui se croisent, détournent votre attention du but où vous devez tendre. Incapables de prendre un parti décisif, vous ne savez ni punir les grands coupables, ni avoir soin de vos défenseurs; pour peu que cela dure, lisez dans l'avenir le découragement de vos frères sous les armes placés entre deux ennemis, ceux de la république & les besoins renaissans chaque jour, & sans moyens pour les satisfaire. Prêtez l'oreille aux murmures des nouvelles légions, appréhendant avec trop de raison de manquer de tout, à l'exemple de celles qui les ont précédées: voyez l'habitant des villes épuisé par les sacrifices qu'il fait depuis quatre ans, s'apercevant qu'il n'en est ni plus heureux ni plus libre; entendez-vous déjà le peuple de quelques cités, sans ouvrage, sans pain, appeler à grands cris, ceux, dit-il, qui le faisoient vivre. Observez le peuple des campagnes, bé-

gayant les droits de l'homme sans les comprendre. Craignez que bientôt il ne cultive de terre que ce qu'il lui en faut pour ne pas mourir de faim, sans s'occuper de l'approvisionnement des marchés, où la police impuissante ne lui promet aucune garantie. Et c'est ainsi que la conservation personnelle menacée, isolera le citoyen, & amènera l'égoïsme, dernier terme de la dégradation. Cependant, l'ennemi ravitaillé, & ivre de vengeance; se dispose à paroître au printems dans vos ports & sur vos frontières.

Et après quatre ou cinq mois de débats honteux; votre sénat offrira enfin à votre examen un code de loix, sans doute sages, belles, sublimes: semblable à ces médecins qui après une longue consultation apportent un spécifique merveilleux au malade à l'agonie.

Français, voilà vos torts & vos dangers; en voici le remède. Dépêchez-vous de prendre un parti; si vous différez, il ne sera peut-être plus temps. Votre révolution a traîné assez en longueur, il faut qu'elle finisse: vous avez besoin de la paix au dedans pour soutenir la guerre au dehors. Répondez-moi de vous; & je vous réponds de vos ennemis.

Commencez par vous débarrasser de votre ci-devant roi. De façon ou d'autre prononcez promptement sur son sort; mais la mort: elle est due à l'assassin, au traître, au parjure, quel qu'il soit, & quoi qu'il puisse en arriver: Que le jugement soit prompt, & que les assemblées primaires donnent en cela une leçon à leurs mandataires.

Cela fait, interdisez-vous d'en parler désormais, soit en bien, soit en mal; qu'il n'en soit plus question.

Français, vous ne pouvez rester plus long-temps dans l'état douteux où vous êtes; il faut que l'année 1793 dénoue ce grand drame politique dont vous êtes les premiers acteurs; il faut que cette année la république française soit tout à fait assise sur sa base, ou démembrée ou redevenue monarchie. Votre France touche à l'épuisement. Encore un généreux élan, mais bien à propos & simultané; il doit être le dernier, & le salut de l'état doit s'en suivre. J'augure bien, j'espère beaucoup de la présence de tous vos ennemis fondant en même-temps sur vous de toutes parts; le danger ralliera encore une fois tous les citoyens, comme il est arrivé déjà à la campagne d'automne; mais pour cela, il faut s'en-

tendre & s'unir ; il faut s'assurer d'avance des fournitures de vos armées ; il faut de l'ensemble dans toutes vos opérations ministérielles ou législatives ; il faut que votre convention , votre pouvoir exécutif , vos magistrats , vos administrateurs , vos juges , vos assemblées de sections , vos rendez-vous populaires parlent la même langue & marchent dans le même sentier ; il faut plus que jamais de l'unité ; sur-tout plus d'égoïsme , plus de royalisme , plus de réminiscence du passé ; tout au présent : de la confiance , mais sans préjudice à la surveillance ; & par-dessus tout des mœurs , les mœurs sont les premières loix , ce sont des loix à tous les jours : des mœurs bien réglées & des assemblées primaires bien tenues , tout le reste découle de ces deux sources ; tant qu'elles sont pures , une nation est libre & invincible. Régénérez vos mœurs , car elles sont encore détestables ; organisez vos assemblées primaires , car on peut à peine y aborder. Un peuple n'existe véritablement que là. Les assemblées primaires sont les tribunaux de l'opinion publique , les écoles du patriotisme , le creuset des loix qui vont vous être proposées ; vous y séparerez le bon or de son alliage impur. Les assemblées primaires sont les yeux de la république ; on n'en impose pas facilement à un peuple toujours debout , sans cesse attentif aux moindres gestes de ses fonctionnaires , aux plus petits mouvemens de l'intrigue , au plus léger bruit de la sourde ambition. L'instruction publique doit commencer par-là , & le premier chapitre de toute constitution civile & politique devroit être un règlement pour les assemblées primaires. Les Romains existeroient encore , si le sénat n'avoit , à dessein , négligé cette base du bonheur public & de la souveraineté nationale.

Français , réfléchissez-y bien ; le siège de tous vos maux est là ; il faut vous le dire , vous le répéter ; vous n'avez pas encore une assemblée primaire en état ; hâtez-vous donc de les organiser , ou vous êtes perdus ; jamais peuple n'a eu plus besoin de toute sa sagesse que vous en ce moment ; vous avez un tyran à juger , une constitution à examiner , toute une génération à dresser aux vertus républicaines , les opérations d'une guerre générale à combiner , à suivre , à surveiller. Si vous vous en rapportez à vos mandataires , à vos administrateurs , à vos magistrats ; si l'œil du maître n'est pas ouvert par-

tout & à toute heure ; en un mot , si votre conduite n'est pas marquée au coin de la sagesse , l'année 1793 peut mettre le comble à vos maux. L'invasion de vos ennemis & la guerre civile , l'anarchie & la disette , enfin le démembrement & la chute honteuse de votre république naissante seront de 1793 la plus désastreuse époque de toute l'histoire des hommes.

Sur l'appel au peuple pour le jugement de Louis XVI.

Depuis plus de huit jours la discussion est ouverte sur le jugement de Louis Capet. Plus de cent orateurs sont inscrits pour la parole , & ils sont partagés en deux parts à peu près égales , dont l'une combat pour le jugement prompt & définitif , l'autre pour l'appel au peuple.

Ceux qui ont embrassé ce dernier système , sont devenus , comme l'on voit , bien difficiles. On ne conçoit pas comment ces mêmes hommes qui ne songèrent point à s'assurer de la sanction populaire , lorsqu'ils abolirent la royauté , sont devenus si timides aujourd'hui , qu'il ne s'agit plus que de la personne du ci-devant roi. S'ils n'étoient conduits que par le respect pour la volonté du peuple leur souverain , sans doute ils n'auroient pas anéanti d'un seul mot toutes les bases de nos loix premières , ils n'auroient pas osé travailler à reconstruire une nouvelle constitution fondée sur cette abolition , sans consulter préalablement le vœu du peuple , sans le lui demander d'une manière bien formelle , & s'ils ne l'ont pas cru nécessaire dans une affaire d'un intérêt aussi majeur , pourquoi changent-ils de marche & de méthode , lorsqu'il ne s'agit que d'un simple individu , & de suivre des loix toutes faites ? N'est-ce pas dire : Nous attachons plus d'importance aux personnes qu'aux principes , nous haïssons la royauté , mais nous aimons encore le ci-devant roi ; nous avons renversé le trône sans nous inquiéter d'avoir votre vœu , mais nous voulons savoir si vous voulez que le scélérat qui s'y trouvoit reste encore debout.

On objectera peut-être que le désir d'entrer en république étoit si généralement prononcé d'avance , qu'ils n'ont pas eu besoin de l'interroger ensuite ; mais puisque vous prétendez tous que le droit de juger le roi

vous

vous a été remis d'une voix unanime , le vœu du peuple , selon vous , est donc aussi que vous soyiez les juges de Louis ? Or , on n'établit pas un homme juge pour qu'il ne juge pas ; vous êtes en contradiction avec vous-mêmes.

Vous allez nous répondre que les assemblées primaires feront ici les fonctions de tribunal d'appel , que l'on ne doit pas abandonner à une seule & même instance le sort tout entier d'un coupable. En vérité , vos craintes sont admirables. Que n'étiez-vous aussi scrupuleux il y a deux mois. Quoi ! vous qui n'avez pas dit un mot lorsque la convention s'empara , tout à la fois , du jury d'accusation , du jury de jugement & du tribunal , vous qui n'avez pas craint , dans votre conscience , d'être en outre accusateurs & dénonciateurs en même-temps que juges , vous voulez maintenant une cour d'appel ? Mais , prenez-y garde. Dans cette conversion , on ne voit que de l'hypocrisie ; car si vous étiez véritablement ramenés aux principes , vous ne diriez pas : Jugeons toujours , ensuite on en appellera ; mais vous diriez : La procédure entière , quand même elle nous conduiroit à un résultat juste , quand même elle seroit confirmée par la cour d'appel , la procédure entière est un monument qui déposera à jamais contre notre droiture & notre probité. Gardons-nous d'y porter la dernière main. Pour notre honneur & notre gloire , déclarons nul tout ce qui s'est passé parmi nous , & demandons à la république qu'elle nomme pour cette affaire des juges qui ne fassent pas de loix , & qui se conduisent avec plus de réserve , de prudence & de dignité que nous.

Voilà , si vous agissiez de bonne foi , ce que vous devriez solliciter avant tout ; ensuite vous examinerez si c'est le peuple qui pourroit recevoir l'appel dans cette cause. Qu'est-ce qu'un tribunal d'appel ? C'est celui qui reprend sous œuvre une affaire jugée qui l'examine de nouveau dans toute son étendue , depuis le commencement jusqu'à la fin , qui la suit comme si elle étoit vierge encore , comme si elle n'avoit été ni vue ni connue de personne : ainsi le tribunal d'appel doit faire repasser devant ses yeux toutes les pièces du procès , voir les originaux , entendre les parties & leurs défenseurs. Comment voulez-vous que cinq mille cantons ou assemblées primaires suivent tous ces détails , qu'elles

aient la communication de toutes les pièces manuscrites & originales ? Si elles ne l'ont pas , comment voulez-vous qu'elles puissent juger en dernière instance ?

Ajoutez à cela que dans un procès criminel un tribunal d'appel est inadmissible. Ce qui constitue l'innocence ou le crime , c'est la moralité ou l'immoralité d'une action ; il n'y a que la conscience , c'est-à-dire , la moralité même du jury qui puisse en décider avec compétence : or , après avoir revêtu un juré de cette confiance , après l'avoir choisi comme un homme d'une conscience pure & d'un sens droit , pouvez-vous lui donner à son tour des juges de sa conscience , des réformateurs de son jugement ? pouvez-vous dire : De deux hommes reconnus pour avoir des lumières , de la probité & de la vertu , pour capables de bien juger la moralité ou l'immoralité d'une action , dans tel cas celui-ci décidera mieux que celui-là. Non , il faut vous en rapporter aux deux premiers jurys , ou bien établir sans fin appel sur appel , c'est-à-dire ne vous en rapporter à personne.

Au criminel , on peut & on doit instituer des tribunaux de cassation , qui examinent si les formes protectrices de l'accusé , ces formes qui écartent tous les pièges de la conscience du juré , ont été fidèlement conservées & maintenues ; mais il ne peut , d'aucune manière , exister de tribunal d'appel.

Aussi sous ce nom imposant , ce n'est point proprement un appel que demandent les partisans du système que nous combattons , puisqu'ils veulent qu'on pose ainsi la question : Appliquera-t on à Louis la peine de mort ? Or , rien n'est plus absurde que cette proposition. Le peuple consulté répondra : Je n'en fais rien ; je n'ai point les pièces du procès sous les yeux. Pourquoi vous adresser à moi ? Vous les connoissez , vous les avez toutes. N'avez-vous pas aussi le code pénal ? Qu'on applique la loi : c'est là ma volonté ; je ne veux point faire de loi particulière après coup & pour un seul homme. Me demander uniquement si je veux la mort de Louis , c'est ressembler à ces chefs de Cannibales qui interrogent leur horde barbare pour savoir s'il faut massacrer ou rôtir le prisonnier qu'ils ont en leur pouvoir. Je ne pourrois prononcer à l'égard de Louis qu'un acte d'accusation. Pour le reste , ouvrez le livre de la loi ; son sort est écrit dans le code pénal.

L'opinion de ces orateurs n'est donc nullement fondée en raison ? Vergniaud est le seul même qui l'ait un peu discutée ; il a tâché d'étayer de quelques principes ce système destructeur de toute égalité & de toute justice ; il a invoqué la souveraineté du peuple , & il a dit que le peuple devoit sanctionner toutes les loix , comme si un jugement étoit une loi , ou comme si , en supposant que ce ne fût pas là un jugement , un peuple avoit le droit de prononcer une loi pour un seul homme , pour un seul cas particulier.

Il a ensuite considéré cette loi demandée aux assemblées primaires , comme une mesure de sûreté générale , & il a cru pouvoir conclure que le peuple devoit y apposer sa sanction avant qu'elle fût adoptée.

Sans doute toutes les loix doivent être munies de la sanction du peuple ; mais s'il est quelques exceptions à faire , c'est en faveur des mesures de sûreté générale. Une loi dont la nature est , pour ainsi dire , d'être éternelle , telle par exemple que celle du divorce , doit être revêtue de ce sceau sacré , on ne devoit pas même y obéir provisoirement ; mais quand la sûreté de l'état est compromise tout à coup , lorsqu'il faut prendre une mesure avec promptitude & l'effectuer de même , certes , il n'est pas toujours possible d'attendre le résultat tardif de la sanction. Si l'espace d'un mois est nécessaire pour recueillir le vœu de toutes les sections de la république , dans cet intervalle elle peut courir les plus grands dangers , elle peut être anéantie : or , tandis que c'est seulement pour une telle mesure qu'on peut accorder à l'assemblée nationale le droit de se passer de la sanction , Vergniaud , par une confusion étrange de toutes les idées , veut que ce soit pour cette occasion seule que le peuple la donne préliminairement. Cependant s'il est clair que ce soit là une mesure de sûreté générale , si ce n'est que dans l'espérance de sauver Louis , en nous intimidant , que l'Angleterre arme contre nous , que l'Espagne nous menace , si toutes les machinations des cours étrangères aboutissent au Temple , en frappant Louis , on leur ôtera & leur but & leur centre ; il faut donc faire tomber sa tête , & promptement , afin de déjouer d'avance leurs complots , & de les dégoûter de bonne heure de leurs préparatifs hostiles ; il faut les empêcher de s'unir avec

les ennemis de l'intérieur ; & dans un tel état de crise ; tout délai peut perdre la république.

Lorsqu'il fut question d'exiler les Bourbons , & de priver la France d'un de ses représentans , Vergniaud & son parti réclamerent-ils la nécessité d'une sanction préliminaire ? lorsqu'il fut question de porter la guerre hors du territoire français d'adopter & d'incorporer la Savoie à la France , lorsqu'on condamna à mort les émigrés , lorsqu'on saisit au profit de l'état des biens que leurs enfans auroient pu revendiquer avec quelque apparence de raison , puisqu'un jeune homme de seize ans a très-peu de moyens physiques & moraux pour résister à la volonté de son père ; lorsque pour épouvanter les conspirateurs , pour maintenir la sûreté publique , le code pénal fut appliqué , par un tribunal sans appel , à Dangremont , Durosoy , Laporte , &c. , en appela-t-on au peuple ? désira-t-on son suffrage ? Ah ! tous les ennemis de la patrie n'eussent pas demandé mieux ; c'eût été leur donner le temps de neutraliser l'opinion , de pervertir la masse de nos imberbes républicains ; & si nous parlons ainsi , ce n'est pas calomnier ni avilir le peuple , c'est rendre un juste témoignage à la trop grande bonté de son cœur , à la facilité avec laquelle le Français oublie les injures , les torts & les maux qu'on lui a faits. Dès que le péril est passé , il abandonne le soin de sa vengeance ; il aime à pardonner , au risque d'être bientôt victime d'une générosité coupable & vraiment cruelle.

Mais si pour confirmer le jugement de Louis on a besoin de la sanction , désormais il sera impossible de justicier aucun criminel sans y avoir pareillement recours. Toutes les fois qu'on punit , c'est pour la tranquillité de tous , c'est une mesure de sûreté publique ; & si l'égalité règne parmi nous , si Louis ne s'élève plus au-dessus des autres que par l'énormité de ses crimes , il ne doit avoir ni faveur , ni privilège : ce qu'on va faire pour lui doit devenir une règle générale pour tous.

Avouons-le , la convention a peur , & en même-temps elle sent ses torts ; elle n'ose conserver son attitude , parce qu'elle craint à la fois l'opinion du peuple , les armes des étrangers & les *revenans*. Nulle part , peut-être , on ne s'effraie plus sur le sort de la république qu'à la convention ; nulle part on ne voit moins les mesures propres à la sauver ; les noms y sont tout , & les principes peu de chose. Que ne demandoit-elle , dès le com-

mencement, un jury spécial pour juger le roi ? que ne se livroit-elle uniquement au travail de la constitution nouvelle ? Au lieu d'être abandonnée par tous les partis, au lieu d'avoir besoin d'un appui contre la foule des détracteurs qu'ont enhardis ses incartades, elle étayeroit aujourd'hui le tribunal, elle le couvrirait de son ombre & de son égide. Quelle que fût la décision qu'il auroit déjà portée, elle n'auroit rien à se reprocher, elle ne seroit point écrasée du fardeau terrible d'une responsabilité morale qui pèse entièrement sur elle, & dont elle veut se débarrasser en s'agitant dans tous les sens.

Brissot, qui jusqu'à présent s'étoit tenu à l'écart & avoit eu la prudence de peu parler, a rompu un long silence pour soutenir l'appel au peuple. Nous ne nous arrêtons pas à ce discours très-foible en preuves & en moyens ; nous dirons seulement que Brissot a eu la mal-adresse de justifier ses accusateurs, & de prouver qu'il tient à un parti ; il regarde comme de mauvais citoyens, comme d'indignes républicains ceux qui veulent que la convention nationale juge elle-même le ci-devant roi, ce qui est se faire d'un seul mot le procès à soi-même & à la convention entière ; car depuis deux mois Brissot & la convention entière veulent le juger, sont occupés à le juger ; le comité a pensé que c'étoit à la convention à le juger. (Voyez N^o. 174, sur le rapport de Mailhe.) En s'emparant de cette affaire, la convention a adopté les conclusions du comité, & depuis deux mois elle juge. Ce n'est qu'au moment de porter la sentence, que les membres désignés sous le nom de brissotins ont proposé, non de se dessaisir du procès, mais après avoir vu toutes les pièces, de demander à ceux qui ne les avoient pas vues quelle peine méritoit l'accusé, qu'ils ont proposé d'engager le peuple entier à faire ce qu'il ne peut sans violer la justice & les principes, c'est-à-dire à porter une loi pour un particulier, une loi postérieure au délit.

Pour prouver encore mieux qu'il est du parti dont on l'accuse d'être le chef, l'orateur ne manque pas de crier contre les factieux & les agitateurs ; il oublie que les agitateurs & les factieux sont ceux qui portent le peuple à l'injustice, qui veulent le mettre dans la nécessité de violer les principes ; ensuite il faut bien qu'il parle de la journée du 2 septembre ; c'est l'usage. En vérité, nous croyons que ceux qui aiment tant à nous représenter de tels tableaux, n'ont guères plus de sensibilité-

que ceux qui ont été les auteurs des tragiques événemens dont ils se plaignent. Si cette époque est d'ailleurs si honteuse à la France, pourquoi y revenir sans cesse ? Cette affectation avec laquelle certaines gens répètent ces accusations, nous feroient plutôt croire qu'ils ont coopéré à cette affaire, & qu'ils sont bien sûrs de leur secret. On n'ignore pas que les aristocrates hâterent les massacres du 14 juillet 1789, & que ce furent eux ensuite qui déclamèrent le plus contre ces mêmes massacres ? Pourquoi donc se mettre dans le cas d'être accolés avec de telles gens, en tenant une conduite toute pareille ?

Brissot ajoute une chose assez singulière ; il prétend que si les Anglais, qui ont tant applaudi à la victoire de Gemmape, se déclarent aujourd'hui contre nous, c'est à cause de la journée du 2 septembre, qui flétrit tous nos lauriers. Ah ! Brissot, si réellement tu as un parti, le crois-tu assez puissant, assez habile pour nous empêcher de sentir l'absurdité d'un tel discours ? Les Anglais ont appris avec transport la journée de Gemmape. A cette époque, toute l'Angleterre étoit pour nous, & elle a changé aujourd'hui d'opinion, à cause de la journée du 2 septembre, qui a précédé de trois mois cette victoire ! Certes, c'est aussi nous supposer trop de bonhomie, que de nous conter des choses si bizarres.

Mais il craint la coalition des puissances étrangères, qui apparemment se coaliseroient moins, si c'étoit le peuple qui prononçât la sentence de mort ; & après avoir témoigné de vives inquiétudes sur les armemens & les préparatifs des rois, il finit par dire qu'il n'y a aucun danger à attendre quelque temps le vœu du peuple français, parce que les hordes étrangères sont dispersées & tremblantes. Quel tissu de contradictions !

Il est une réflexion que nous ne devons pas omettre en terminant cet article : c'est que nous avons toujours été la dupe de nos ménagemens & des *maxx terminé*. La constitution n'étoit qu'un moyen terme entre les principes & les préjugés ; les feuillans, les modérés, les royalistes vouloient un accommodement nouveau entre la vérité & l'erreur. La tranquillité avec laquelle nous avons supporté long-temps les outrages de Léopold & des princes allemands, ainsi que les perfidies de Louis Capet, n'étoient que des ménagemens, & tout cela nous entraînoit au précipice. Qu'on juge d'après de telles don-

nées de l'utilité de l'appel au peuple, qui ne se trouve sur la ligne d'aucun principe. Français, si les puissances armées, c'est pour vous faire peur : ne les craignez pas ; armez-vous aussi, & vous les intimiderez, ou vous les repousserez comme vous avez déjà fait.

Faut-il poursuivre nos conquêtes ?

Malgré le déchirement des partis, & la diversion que tâchent d'opérer tous les ennemis de la chose publique, malgré l'impéritie des agens du pouvoir exécutif, & les dilapidations des fournisseurs, c'est un bel enthousiasme que celui de nos troupes. Manquant de tout, sans habits, sans souliers, exposés à toutes les intempéries de l'hiver, à travers les pluies & les neiges, elles ne demandent qu'à marcher en avant ; le seul moyen de leur faire oublier leur incroyable dénuement & la rigueur de la saison, est de les mener à l'ennemi ; ce n'est qu'en combattant qu'elles se réchauffent & qu'elles prennent de nouvelles forces.

Il est juste de payer un ample tribut d'éloges à la patience & à la valeur de nos soldats, car s'il y a des déserteurs ils sont en bien petit nombre en comparaison de ceux qui restent pressés autour de leurs drapeaux ; la plupart même y retourneront ; & il y a une grande différence entre de tels déserteurs & ceux d'un peuple esclave. Ceux-ci quittent entièrement leur poste & leur patrie, prennent souvent les armes contre elle ; au lieu que ces soldats, que nous nommons aujourd'hui déserteurs, suspendent seulement leur service, vont se reposer quelque temps à l'ombre de leurs foyers pour reprendre les armes avec plus d'ardeur si la patrie l'exige, & ils n'ont même quitté leurs camarades que parce qu'ils se croyoient déjà dégagés de leurs sermens. Ils ne se sont pas dérobés à la vue de leurs officiers pour s'en aller, c'est un départ, & non pas une fuite qu'ils méditoient.

Mais en reconnoissant que nos soldats ont bien mérité de la patrie, doit-on dire que le pouvoir exécutif & la convention en aient également bien mérité, en les faisant pénétrer si avant. Nos soldats ont obéi, ils ont fait leur devoir, mais ceux qui dirigeoient toutes les opérations n'auroient-ils pas dû les arrêter ; nous parlons des ministres & des membres du comité de la guerre, car

nos généraux ne sont aussi que des soldats qui transmettent à d'autres les ordres qu'ils ont reçus, & qui sont chargés de l'ensemble de l'exécution. Depuis long-temps on auroit dû retenir l'ardeur de nos troupes, borner nos conquêtes provisoires à la Belgique, les y faire rester; on eût par là mieux trouvé les moyens de les fournir d'habillemens, de les équiper; on eût ménagé leur force & leur valeur en les reposant; on eût même rendu du plus de service aux peuples voisins, que d'aller les conquérir sur le champ à la liberté.

Lorsque nos armées étoient dans l'intérieur de la France, on payoit cher, mais du moins elles étoient bien approvisionnées. Les vivres sur-tout étoient abondans, rien ne leur manquoit de ce qu'on pouvoit promptement leur procurer, & si dans les plaines de Champagne, elles avoient quelques souhaits à former, elles trouvoient du moins une consolation & un motif de patience dans la précipitation avec laquelle on avoit été obligé de les lever & de les faire marcher, & dans l'urgence du péril même; mais aujourd'hui que depuis six mois on s'occupe des fournimens de l'armée, aujourd'hui qu'on a eu le temps de tout prévoir, de tout préparer, de tout disposer à loisir, il est bien dur pour des soldats de manquer de tout, & au milieu d'un hyver pluvieux & mal-sain: rien ne nous pressoit de les faire tant avancer; quelques jours & même deux mois de plus ne donnoient pas à l'ennemi assez de temps pour se fortifier dans des villes sans défense, dans un terrain gras & humide où les charrois sont actuellement très-pénibles.

Que résulte-t-il de cette marche accélérée? Nos troupes sont à Cologne, nos drapeaux flottent sur une surface de pays immense. Mais notre sol, nos magasins sont épuisés, nos finances obérées parce que les fournisseurs se faisant payer encore plus cher qu'auparavant, portent à nos armées toutes les marchandises de rebut, tout ce qu'ils peuvent ramasser de plus mauvais. Le soldat avec de pareils équipemens souffre plus en quelque sorte que s'il n'avoit rien. Car s'il n'avoit point par exemple de capote; il prendroit du moins son parti, il s'attendroit à souffrir; mais lorsqu'il en reçoit une, il jouit à la fois du présent & de l'avenir, il espère s'en servir long-temps, il se croit pour toute la saison à l'abri des plus fortes intempéries de l'air; & lorsque tout-à-coup

coup il en voit la doublure tomber en lambeaux, lorsqu'il la voit se découdre, se déchirer avant le temps, on sent qu'elle doit être sa privation & son impatience.

Revenons à notre sujet. D'où viennent ces déprédations, qui n'ont eu lieu que depuis que nos troupes sont entrées en pays ennemis ? Elles viennent de cet éloignement même. Les fournisseurs ont senti qu'ils seroient moins sous les yeux clairvoyans du ministre & des patriotes, & qu'ils agiroient là avec beaucoup plus de sécurité que si les généraux pouvoient ouvrir une oreille facile à des arrangemens pécuniaires, et fermer sans crainte les yeux sur les abus, ce seroit sans contredit en pays étranger, où leurs succès mêmes écarteroient d'abord tout soupçon, où l'on n'oseroit point les accuser : car un général victorieux en impose à ses soldats & aux peuples vaincus ; & dans le système actuel de la liberté, les villes où nous entrons se décomposant aussi-tôt en deux classes bien prononcées, les patriotes & les aristocrates, il est clair que les patriotes ayant besoin de l'appui du général pour résister aux autres, ne diront pas aisément du mal ni de lui ni de ses protégés ; & que les aristocrates accoutumés à mentir ne seront pas crus, lors même qu'ils diront la vérité. D'ailleurs, dès que les troupes sont hors de nos frontières, combien de moyens d'excuser les retards, de supposer des difficultés, des quiproquos, des échanges ; or tous ces moyens sont contraires à l'intérêt de nos troupes, à celui du trésor national, & favorisent les déprédateurs. En pénétrant bien avant dans ce pays fangeux les chariots ne peuvent arriver tous à la fois ; plusieurs restent embourbés, enfouis pour ainsi dire dans la terre, ne peuvent en être retirés qu'après de longs obstacles ; les objets qu'ils portent, toute leur cargaison en est endommagée. Plusieurs autres dans leurs efforts pour sortir de ce sol mouvant ne réussissent qu'à se briser : les approvisionnemens se trouvent entièrement gâtés ou perdus. Ainsi à la disette factice causée par les délais des fournisseurs, par leur inexactitude volontaire & leur improbité, il s'en joint une autre très-réelle, qui est le résultat de nos marches forcées, de l'ardeur trop active qui nous porte au-delà des bornes prescrites par la prudence & par la raison : car plus

on s'avance , plus ces inconvéniens se multiplient & deviennent irremédiables.

Mais si les fournisseurs nous trompent & nous volent , si à cause de l'éloignement de nos armées les provisions se perdent ou se gâtent , si les vêtemens s'usent en raison double & de la fatigue & de la mauvaise qualité , malgré le zèle que montrent nos soldats , croit-on que tous ces contre-temps ne ravissent pas quelque chose à leur vigueur & à leur courage ? Les forces s'usent , s'épuisent bien vite dans un travail hors de propos. Il en est de l'homme comme de la terre ; si on veut qu'au printemps sa sève se ranime , laissez-le reposer l'hiver. Mais au lieu de suivre ce sage exemple de la nature , vous le surchargez , vous l'accablez de fatigues , vous multipliez d'un côté ses besoins , & vous diminuez de l'autre ses ressources ; son corps sera bientôt atténué. Les maladies s'en empareront & l'on fait combien elles sont déjà nombreuses. Cela peut-il être autrement ? Qui ignore qu'à l'ouverture d'une guerre , les Français , sur-tout , ont coutume de perdre grand nombre de soldats , non par le fer , mais par les maladies ? Les premiers essais militaires coûtent aux individus beaucoup de maux & de souffrances , & aux corps d'armées beaucoup de pertes & de réductions. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps , qu'après tous les ménagemens possibles , les soldats s'aguerrissent , se fortifient , & prennent un tempérament capable de résister aux marches longues & forcées , aux fatigues des combats & du bivouac. Jugez des précautions que nous devons prendre dans une guerre telle que celle-ci , où les hommes que nous employons servoient pour la première fois , n'avoient point été façonnés même à l'exercice dans des garnisons , dans des casernes , où ils étoient neufs à tout , comme tout étoit neuf pour eux , où un grand nombre né dans une certaine aisance avoient été jusques-là bien choyés dans leurs familles , étoient accoutumés aux commodités de la vie , & n'avoient jamais connu le mal-aise , la faim , le dnuement des choses de première nécessité ; comment donc , avec de tels hommes , entreprend-on des attaques au cœur de l'hiver ?

Le courage est ordinairement en proportion de la santé & du bien-être ; car le courage n'est à proprement parler que la conscience de nos forces. Lorsque nous souffrons , toute notre activité est paralysée & notre courage

abattu ; des obstacles sans cesse renaissans épuisent à la fin l'ame ainsi que le corps , principalement lorsque ces obstacles n'ont rien qui irritent l'amour-propre & l'orgueil. On se lasse des victoires par la même raison qu'on se lasse de toutes les jouissances ; il est vrai que l'amour-propre étant sans cesse éveillé par la gloire , les obstacles que l'on a à surmonter dégoûtent moins aisément que tous les autres. Mais lorsque les plus grandes difficultés viennent de ceux mêmes qu'on défend , pour qui l'on prodigue son sang & sa vie , lorsque ce sont de malheureuses spéculations qui vous privent du nécessaire , rien n'est plus capable de flétrir le courage. Voilà ce que le conseil exécutif auroit dû sentir.

Les troupes restant en quartier d'hiver , se seroient rafraîchies , se seroient remises de leurs fatigues , & auroient repris avec le printemps une nouvelle ardeur ; c'étoit la politique des anciens généraux qui jadis se trouvoient chargés de tout le système de la campagne , comme le sont aujourd'hui nos ministres , c'étoit leur politique de savoir contenir le soldat long-temps avant d'engager la bataille , d'en concentrer ainsi le courage , afin de lui donner ensuite plus d'explosion , & d'entendre même avec plaisir l'armée entière murmurer d'une longue inaction ; alors ils étoient bien plus sûrs de la victoire. Nos ennemis , plus sages que nous , ne résistent que foiblement ; ils comptent bien nous écraser par nos succès , ils espèrent bientôt reconquérir leurs forces & leur supériorité : ils s'y préparent en silence , ils calculent nos fautes ; & au printemps qu'aurons-nous à opposer à cette ligue des rois , qui , dit-on , est plus audacieuse que jamais ? Des hommes accablés par la fatigue , blasés par leur propre triomphe , des hommes dont le corps n'aura plus de vigueur , ni l'esprit de ressort ; & nos ennemis auront des troupes fraîches en même-temps qu'aguerries. Les nôtres le seront aussi , il est vrai , mais elle seront épuisées de lassitude & de maladies ; mettrons-nous alors à exécution une motion faite dans l'assemblée nationale , d'envoyer nos gardes nationaux , qui ont été jusqu'à présent sédentaires dans leurs foyers , remplacer leurs frères à l'armée ? Cela seroit juste en soi , mais ne seroit pas utile. Des hommes qui ont déjà servi connoissent mieux leur métier que ceux qui sont encore en apprentissage. Tout consiste à les délasser , à les faire reposer entièrement pendant deux ou trois mois. Alors leur esprit

& leur corps seront tranquilles. On aura le temps de faire des approvisionnemens pour l'ouverture de la campagne. Les troupes cantonnées & casernées useront moins de vêtemens. La terreur rendra peut-être quelque conscience aux fournisseurs; on les choisira, on les surveillera mieux, & au printemps prochain nos soldats frais, dispos & aguerris marcheront à la victoire.

Mais, disent les amis de la liberté, pendant ce temps là les peuples sont esclaves! Sacrifions-nous pour le bonheur du genre humain. Ce sentiment généreux mériterait l'admiration & la reconnaissance de l'univers, s'il étoit raisonné. Mais il s'en faut de beaucoup que la raison ait présidé à ce grand mouvement du peuple français. Nous ne répéterons point une chose très-vraie qui a été déjà dite, c'est que le spectacle de notre bonheur, c'est que l'ordre & l'harmonie qui régneront parmi nous, ainsi qu'entre toutes les parties du gouvernement, conquerront plus de peuples à la liberté que nos armées. Mais nous assurerons que ces conquêtes prématurées peuvent échapper à la liberté, par cela même qu'elles ont été faites avant le temps. Qui fait les révolutions? ce n'est pas la force des armes; c'est l'opinion. Combien de nations conquises par le fer de leurs ennemis, les ont soumis à leur tour par la force de leurs mœurs & de leurs habitudes! Les Grecs à l'égard des Romains, les Chinois à l'égard des Tartares nous ont donné cet exemple. Si vous voulez rendre les peuples libres, subjuguiez donc leur esprit avant de conquérir leur sol; faites circuler dans leur territoire vos idées régénératrices; et alors même ils n'auront pas plus besoin que vous d'un secours étranger: car les peuples non-éclairés sont toujours plus forts que leurs rois. Mais si vous voulez y planter la liberté par force & sans préparation, les moyens coercitifs dont vous userez en dégoûteront; car on ne veut ni on ne doit être libre malgré soi. Or, on est libre malgré soi toutes les fois que l'on ne fait pas apprécier les avantages de la liberté, que l'on n'en connoît pas les devoirs sacrés: et telle est la position actuelle de la Belgique & de toute l'Allemagne. Les habitans y sont courbés depuis des siècles sous le joug de la superstition sacerdotale; de long-temps ils ne pourront relever leurs têtes. Après avoir vu avorter une première révolution, lorsqu'on leur disoit qu'ils devoient être bien détrompés sur le compte de leurs prêtres & de leurs moines,

& qu'ils devoient ne plus appercevoir en eux que des ambitieux hypocrites, ils répondoient stupidement ce qu'ils répondent encore : ce sont de braves gens, bien respectables. Que pouvez attendre d'un peuple ainsi muselé ? quelle ressource pouvez-vous en espérer ? La plus grande satire de nos excursions patriotiques a été le décret de la convention, qui ordonne que dans les pays nouvellement conquis nos généraux aboliront la noblesse, & les privilèges du clergé. Il prouve jusqu'à l'évidence que les premières notions de liberté sont parfaitement étrangères à ces hommes que nous voulons associer à notre bonheur. Mais songez-y bien, vous aurez beau abolir ces distinctions extérieures ; qu'importe, si elles existent encore dans les esprits ? Si le peuple s'incline encore mentalement devant un noble & un prêtre, dès que vous aurez le dos tourné il s'abaissera, il se prosternera réellement. Voyez toutes les réclamations qu'adressent à votre assemblée & à vos généraux toutes les villes du Brabant ; voyez les menaces des aristocrates d'anéantir d'un souffle, après votre départ, la poignée de patriotes indigènes qui a tant soit peu saisi notre esprit. Et voyez l'inutilité de nos conquêtes ; ce n'est pas en disant à un peuple : je le veux, tu seras libre, qu'il doit l'être, c'est en lui montrant doucement & insensiblement le prix & les bienfaits de la liberté.

En éclairant les peuples étrangers, nous diminuerons chaque jour la force morale de leurs nobles & de leurs prêtres ; au lieu que la contrainte que nous exerçons actuellement à leur égard, & dont nous voulons faire éclore la liberté, l'augmente visiblement. Les nobles & les prêtres n'auroient rien eu à opposer à nos instructions graduées, trouveroient tous les esprits prévenus par nos succès ; ils disent par-tout : le peuple français a juré de renoncer à tout esprit de conquête ; voyez comme un peuple libre est fidèle à ses sermens ! Toutes ces expéditions, après tout, n'ont d'autre but que de vous incorporer avec ce peuple *Athée*. Les rois qui ont par-tout des agents à leur solde ne manquent point de répandre ces calomnies & de pervertir l'esprit des nations ; on peut en juger par les efforts de Pitt pour faire prendre le change aux Anglais, & par la malheureuse affaire de Francfort.

Ménageons donc nos ressources pour mieux nous en servir, & pour l'intérêt même de la liberté ; il en est temps

encore. Donnons six semaines ou deux mois de tranquillité à nos troupes , si nous voulons repousser plus aisément , à la saison prochaine , la confédération des rois & de leurs esclaves. N'abandonnons pas les peuples chez qui nous avons porté la cocarde tricolore ; ce seroit livrer au massacre les élus de la liberté , qui y sont en si petit nombre. Puisque nous avons fait la faute de trop nous avancer , ne reculons point , mais ne passons pas outre. Cantonnons nos troupes dans les villes principales ; qu'elles soient toujours prêtes à voler , en cas d'attaque , au secours du foible , contre les suppôts des tyrans. Mais comme ces tyrans ont pris des précautions que nous avons négligées , qu'ils ne harassent point à contre-temps leurs soldats ; ils ne paroîtront guère qu'à la fin de mars , & nos troupes jusques là auront le temps de se refaire.

Qu'on ne s'inquiète point de l'exécution du décret par lequel nous nous sommes engagés à défendre les peuples qui voudroient la liberté , & qui n'oseroient encore chasser leurs rois. Quoique de tels peuples fussent encore peu mûrs pour l'affranchissement politique , ce décret porte en soi un caractère de justice & de grandeur , qu'il ne faut pas démentir. Restons-y fidèles ; mais prenons des moyens de ne le pas rendre à la fois dangereux à nous & aux peuples qui se débattent dans leurs liens. Ce n'est rien que de décréter un principe , l'essentiel c'est le mode d'exécuter. Il faut donc que la convention décrète que les peuples qui aspirent à la liberté , sans oser la conquérir eux-mêmes , s'adressent , puisqu'ils craignent de se compromettre , à notre conseil exécutif , dont les séances sont jusqu'à présent secrètes ; qu'après ce vœu émis , le ministre & le comité diplomatique , s'informent si réellement la liberté plaît à une partie imposante de ce peuple ; qu'ils envoient en même-temps des missionnaires patriotes qui préparent la révolution ; & dès qu'il sera certain que la liberté peut fructifier sur ce sol étranger , la république française doit déclarer solennellement au roi ou prince de cet état , que le peuple veut être libre ; que les Français ayant juré d'inoculer par-tout la liberté , vont lui prêter secours pour le devenir s'il prétend s'y opposer. S'il s'y refuse , alors nous marcherons , fût-ce au bout du monde ; & la grande querelle des nations & des rois ne sera pas longue à vider après ces précautions sages qu'on aura prises d'avance : alors la république française sera assurée

de faire à la liberté une conquête durable , & d'avoir éternellement ce peuple pour ami.

Nouvelles des armées.

Le général Custine vient de donner de nouveaux détails sur la reprise de Francfort par les Prussiens :

» Il étoit instruit, dit-il, que 35 mille Prussiens & 3
 » mille Hessois s'avançoient au-devant de lui, & il n'a-
 » voit qu'une armée de 23 mille hommes. Il prend devant
 » Francfort un poste avantageux, que la nature avoit
 » fortifié par des escarpemens, des ravins & des fossés.
 » Il attendoit l'ennemi dans ce poste, garanti en outre
 » par des abbatés. Une colonne parut; mais elle se re-
 » tira, effrayée de la contenance & de la position des
 » Français. Cependant le général n'avoit aucune inquié-
 » tude sur Francfort, où il avoit laissé une forte gar-
 » nison : sa sécurité étoit fondée; mais l'ennemi, par
 » une marche secrète, se présenta sous les murs de la
 » place. Les Francfortois ouvrirent leurs portes, & un
 » grand nombre de soldats français furent égorgés. Ce-
 » pendant, continue Custine, le commandant de la place
 » auroit pu éviter ce malheur, contenir les traîtres &
 » faire une bonne défense, en plaçant à chacune des
 » portes seulement 100 hommes, le reste de la garnison
 » pouvant facilement réprimer les traîtres de l'intérieur :
 » aussi a-t-il formé un conseil de guerre pour juger le
 » commandant. — Je suis rentré, continue Custine, le
 » 2 à Mayence, & ma position sur Cassel en couvre par-
 » faitement le pont, qui est défendu par une nombreuse
 » artillerie des redoutes fortifiées.

On trouve dans tous les papiers publics deux lettres adressées au général Custine, l'une par soixante-sept soldats français, prisonniers à Francfort, qui rejettent sur des ouvriers étrangers, qui étoient en grand nombre dans cette ville, l'horrible massacre des nôtres à la reprise de Francfort, & qui en disculpent les Francfortois dont ils vantent l'humanité, la générosité. Sans répondre en aucune manière de la vérité de ces faits, nous ajouterons que des lettres particulières apprennent qu'en effet les bourgeois de Francfort ont fait enterrer les morts, panser les blessés, & qu'ils ont soin des prisonniers français.

L'autre lettre adressée à Custine est des magistrats de

Francfort, qui démentent le compte qu'a rendu ce général de l'événement du 2 décembre. Ainsi que les 67 prisonniers français, ils n'imputent le massacre de nos soldats qu'aux ouvriers étrangers rassemblés à Francfort au nombre de plusieurs milliers, rassemblement qu'ils assurent n'avoir pu dissiper, & se protestent innocens, ainsi que les citoyens de Francfort.

Custine leur a répondu par ce dilemme : « L'on ne » persuadera jamais qu'un peuple, qui avoit vu observer » la plus grande discipline dans ses murs, qui n'avoit » payé aucune partie de la foible contribution deman- » dée aux Francfortois, qui ne connoissoit les Français » que par leur modération, leur discipline, se fût porté » sans avoir été provoqué par des agitateurs, à couper » les traits des chevaux attelés aux canons, à tirer de » leurs fenêtres sur les généraux & sur les troupes ; à se » jeter sur les soldats pour les désarmer, à en égorger ; » il faudroit qu'un tel peuple fût un peuple de canni- » bales. Il y a donc eu des instigations, & grand nom- » bre d'instigateurs ; & alors de deux choses l'une : ou le » magistrat l'a ignoré, ou il l'a su. S'il l'a ignoré, il est in- » digne de la confiance du peuple qui l'a choisi, puis- » qu'il est resté dans une profonde incurie sur les objets » qui intéressent le plus sa sûreté ; et s'il l'a su sans en prévenir le commandant français, il seroit digne de la colère de la nation, si on pouvoit haïr ce qui doit être tant mé- » prisé.

» Plus de correspondance entre nous. Voilà ma dernière réponse à vos missives ».

Dans notre numéro 179, page 556, nous avons déjà rendu compte de la reprise de Francfort, & nous avons ajouté des observations sur la conduite de Custine dans cette affaire, observations qui n'étoient que le résultat des lettres de nos correspondans. Aujourd'hui, le général accuse cette correspondance d'infidélité, & nous adresse la lettre suivante :

» Au quartier-général à Mayence, le 22 décembre, l'an premier de la république. Le citoyen général Custine au citoyen Prudhomme, pour réponse à son numéro 179, page 556. Je reconnois à l'avertissement que me donne le citoyen Prudhomme, le zèle qui l'anime pour les intérêts de la république, ainsi que son attachement pour moi, & si les correspondans qu'il a dans cette armée disoient la vérité, avoient

avoient un peu plus de bons sens & de connoissances militaires, l'amertume de ses critiques me seroit sans doute bien légitimement due.

» Je n'entrerais pas dans les détails que je ne puis en ce moment publier sans compromettre les intérêts mêmes de la république. Je dirai seulement au citoyen Prudhomme, que je n'ai eu aucune relation avec le landgrave de Hombourg ; que j'ai parfaitement ignoré les dinés & les relations des prétendus aristocrates avec lui ; que depuis longtemps je n'avois approché de la résidence d'aucun landgrave, & que mes conversations familières avec lui n'ont été que des égards pour un homme dont la vertu est connue, ainsi que le peu de part qu'il prend aux affaires politiques. Quant aux reproches sur ma conduite militaire, la surveillance du jour qui a précédé l'affaire de Bockenheim & la prise de Francfort, ils prouvent assez combien est irréfléchi & ignorant votre correspondant, citoyen Prudhomme ; & en effet, quelle a été ma conduite dans ces circonstances ?

» J'apprends à la nuit close que les Prussiens vont se réunir aux Hessois, qu'ils dirigent leur marche par Bonnameis. Je détache le général Neuwinger avec des grenadiers, pour les attaquer inopinément dans leur marche. Je ne lui prescris aucunes dispositions : il étoit assez militaire, pour n'avoir besoin d'aucune instruction de ce genre, que d'ailleurs les circonstances d'un moment à l'autre rendent nulles.

» Si j'en crois le compte qu'il m'a rendu, le ridicule de votre narration porte sur votre correspondant, & non sur lui. Il est vrai que ce Neuwinger parle allemand ; mais moi-même, j'ai le malheur de le parler aussi. Ce brutal Neuwinger dort deux heures par nuit sur une chaise, & n'est point entré dans son lit depuis huit ans. Il est aussi roturier que vous puissiez le désirer ; & je doute, citoyen, que le plus intrépide démocrate, choisi par vous, conduise des troupes avec la valeur & la science de ce prétendu aristocrate.

» Vous me reprochiez de ne m'entourer que d'anciens nobles. Vous avez donc oublié que personne n'est plus mon ami que Houchard, & personne ne l'a jamais soupçonné d'avoir des prétentions de noblesse ; Sédillot, que j'ai proposé pour être maréchal de camp, n'en a pas davantage ; Cilot, qui vient de l'être, l'a été à ma demande, & a été long-temps & soldat & sergent ; Sibaud, lieutenant-colonel du Jura, pour lequel j'ai demandé un régiment, étoit, sous-officier. Le reproche que vous me faites

est d'autant moins fondé, citoyen, que l'on m'en fait un bien autre ici, celui de ne montrer aucun intérêt, de n'être accessible que pour quiconque n'a pas été noble; & en vérité, ce reproche n'est pas mieux fondé que le premier. Je cherche le mérite où il est; l'homme vertueux, capable & intrépide, l'homme qui aime & la république & ses intérêts, sans m'en former de ce qu'il a été.

» Cher citoyen, vous me reprochez mon impéritie; & moi, je me plais à rendre hommage à votre science militaire sur tout. Mais je vous le demande, comment vis-à-vis de 3000 hommes en campagne, vous seriez-vous conduit avec 23000 Français qui n'avoient pour tous généraux que de ces prétendus aristocrates dont vous me parlez, & dont vous me reprochez de m'entourer? Vanhelden passoit en Hollande pour un excellent patriote & un bon ingénieur. Pouvois-je faire un meilleur choix? Il s'est montré pusillanime à Francfort. Mon plus grand tort est de n'avoir eu que lui à y placer. Je ne lui avois donné que 2200 hommes de nouvelle levée. Il y avoit cependant un bataillon du 82^e. régiment; & je vous remarquerai en passant que je n'avois que dix bataillons de ligne à cette époque; que le reste des troupes d'infanterie que je commandois étoit ce que vous appelez de nouvelle levée.

» Hélas! cher citoyen, engagez vos correspondans à vous instruire avec plus de fidélité, & croyez que je me ferai toujours un grand plaisir de suppléer leur ignorance. Le citoyen français, général d'armées, CUSTINE.»

Nous ne releverons point les erreurs & l'ironie déplacée que contiennent quelques phrases de cette lettre. Général, nous ne vous accusons point d'impéritie; mais prenez garde qu'en rendant hommage à notre science militaire sur tout, vous semblez dire en d'autres mots: c'est moi qui la possède, & ce double sens pourroit alarmer votre modestie. Quoi qu'il en soit, général, puisque vous vous engagez à suppléer l'ignorance de nos correspondans, nous vous devons de publier la lettre suivante d'un chirurgien-major de votre armée, sûrs que vous donnerez des éclaircissemens sur les faits qu'elle contient.

« Custine est, sans contredit, un grand général, mais il est le plus grand des despotes; il faut que tout fléchisse sous lui; & j'en ai une preuve dans l'ordre du 5 septembre. Cet ordre porte « que les détachemens répandus sur les » routes pourront sabrer tout volontaire qui prendroit le » chemin de son pays, & que c'est en vertu d'une loi qu'il » importe qu'il donne cet ordre.» Sans doute c'est être bien

lâche que d'abandonner ses drapeaux sans permission ; mais il est bien dur pour un volontaire de perdre la vie lorsqu'aucune loi ne prononce. La loi que le général dit importer n'en est certainement pas une ; car si la convention eût prononcé cette peine , elle l'auroit fait promulguer dans toute l'armée : elle ne l'a pas fait. Custine , en outre , fait vendre , à Mayence , les meubles de l'électeur de Mayence , & tout ce qui lui appartient : où passe l'argent qui provient de ces ventes ? La nation fait de grands frais pour la guerre ; il faut que tôt ou tard les frais se trouvent remboursés par l'ennemi ; or , en vendant les effets de l'électeur , le revenu doit être versé dans la trésorerie nationale , & Custine n'a encore rendu aucun compte.

» Quant aux actions avec l'ennemi , nous n'avons rien eu de nouveau depuis la malheureuse journée de Francfort , qui a pensé me coûter la vie. La désertion est fréquente chez l'ennemi , & je suis porté à croire qu'au premier choc il désertera de chez lui des bataillons entiers d'infanterie. Ma persuasion est d'autant plus fondée , que le 25 décembre ils se sont battus entr'eux pour désertir. Quelques détachemens d'infanterie se sont mesurés avec la cavalerie qui vouloit les empêcher de fuir , & quelques-uns se sont rendus à des bivouacs de nos bataillons. Le roi de Prusse n'auroit pas dix mille hommes d'infanterie s'il ne la faisoit garder par la cavalerie , & au premier jour nous attendons des régimens entiers si nous voulons croire les déserteurs. »

Le général Lamorlière est à Clèves ; voilà nos armées dans la Gueldre prussienne ; elles ont été bien reçues par les habitans. Il paroît , par le récit du général , que ses dispositions étoient faites avec habileté , & qu'elles ont été bien exécutées par les officiers sous ses ordres. La Gueldre a été imposée à deux cent mille florins , la principauté de Meurs cent mille , la ville de Crevelt deux cent vingt-cinq mille , Clostercamp quatre-vingt mille. Meurs doit fournir en outre de la toile & du drap ; treize otages ont été donnés.

Kellermann a écrit que la révolution s'étoit opérée à Genève le 28 du mois dernier. Les citoyens de cette république ont chassé le grand & le petit conseil , & ils attendent avec impatience le moment où ils recevront les Français dans leur ville ; ils ont formé des comités & s'organisent. Il y a un parti dans Genève pour demander la réunion à la France , mais la majorité désire conserver son indépendance.

On fait que le général Anselme a été destitué par le conseil exécutif , & que la raison publique de cette destitution c'est l'indiscipline de son armée. Depuis lors on a multiplié

les dénonciations contre lui ; cependant Anselme est encore à Nice , & on l'attend à Paris , où il doit venir pour se justifier. Nous avons reçu plusieurs lettres , plusieurs adresses , qui toutes attestent l'innocence & le patriotisme d'Anselme. Nous ne prononcerons rien sur ce général jusqu'à ce qu'il ait été entendu ; mais il est de notre devoir de publier quelques-uns des détails qu'on nous a fait passer sur sa conduite.

Sans parler de deux lettres des sociétés républicaines de Marseille & d'Antibe , qui font l'éloge du général Anselme & le regardent comme un brave soldat , chaud patriote & chef intelligent ; sans parler d'une adresse à la convention , signée des généraux , officiers , sous-officiers & soldats de l'armée d'Italie , avec dix-neuf pages de signatures , adresse dans laquelle cette armée déclare qu'elle a la plus grande confiance dans son général , citons des faits authentiques.

« Lorsque Anselme fut appelé à commander l'armée du Var , il jouissoit de toute la confiance des pays méridionaux , & notamment des villes de Montpellier & Perpignan , où il avoit successivement commandé. Il arrive à Grasse ; il trouve ce que l'on appeloit *l'armée* du Var dans l'état le plus déplorable , sans fusils , sans artillerie , sans ingénieur , sans commissaire de guerre , sans effets de campement , sans munitions , sans fourrage , sans argent. Ce dénuement absolu est constaté par le rapport des commissaires de la convention. Dans cette détresse , Anselme épuisa toutes les ressources de son activité pour se suffire à lui-même , & lutta courageusement contre les obstacles que le ministère d'alors & Montesquiou lui-même opposoient à toutes ses mesures.

» Réduit par la nature des circonstances & par la perfidie des hommes en place à une guerre d'observation , Anselme assura l'inviolabilité du territoire par un plan de campagne purement offensif. Le 18 septembre , il reçut l'ordre de passer le Var , & d'attaquer huit jours après. Il vit clairement que Montesquiou lui réservait des revers pour les faire contraster avec ses succès en Savoie.

» N'importe. Dépourvu de tout , Anselme écrivit à Marseille , & demanda aux trois corps administratifs une partie des objets qui lui manquoient , & sur-tout six mille Marseillois pour l'aider à faire l'attaque de Nice. Pendant ce temps , les bruits de ses préparatifs d'invasion répandus à dessein , & ses savantes dispositions militaires , effrayèrent les ennemis & déterminèrent leur fuite. Anselme , maître du pays & instruit que les patriotes de Marseille étoient nécessaires chez eux pour y

contenir les malveillans & déconcerter leurs complots ; récrivit aux corps administratifs que son objet étant rempli , il ne vouloit point leur être à charge & dégarnir une ville si précieuse à la république.

» Entré dans Nice , le général se conduisit avec les mêmes principes de civisme & d'honneur qui l'avoient guidé jusque-là dans toutes ses démarches. Il apprend que des étrangers avoient profité de l'absence & de la désorganisation de tous les pouvoirs , pour se livrer au désordre , au brigandage , pendant la nuit qui précéda l'entrée de l'armée française dans Nice. Aussi-tôt il fait créer une administration provisoire , & rétablit ainsi le calme & la paix dans la ville.

» Ce même jour , à onze heures du soir , on vint l'avertir que quelques soldats des nôtres se portoit à des excès dans la maison d'un ci-devant intendant où ils étoient logés. Il envoya sur le champ le général Brunet , qui tança vertement les insubordonnés , punit les plus coupables , & qui remarqua que ces soldats avoient à leur tête & parmi eux des gens du pays qui pouffoient nos Français au pillage , & leur en donnoient l'exemple.

» Voilà ce que j'ai vu , dit notre correspondant. J'ai quitté Nice à cette époque , & l'on publie que quelques jours après le général a changé , qu'il est devenu tout à coup un chef de brigands , qu'il a autorisé , commandé le pillage & le meurtre ; & ce qui seroit à mes yeux plus vil & plus criminel encore , qu'il a pris sa part au butin. Je ne puis le croire ».

Des prisons.

Un meurtre vient d'être commis dans le faubourg Saint-Antoine. Le sang qu'on a versé étoit impur , il est vrai. Ce Louvain , déjà fameux sous le règne de Lafayette qui le tenoit à sa solde , ne méritoit pas de vivre plus long-temps au milieu d'un peuple républicain. Lui-même il a provoqué sa mort par les horribles blasphèmes qu'il vomit contre la patrie & la liberté. Les braves sans-culottes du faubourg auroient mieux fait sans doute de ne pas souiller leurs mains dans le sang de l'infâme ; ils devoient plutôt le livrer à justice ; & de chez le commissaire de la section de Montreuil , sur le seuil de la porte duquel Louvain fut atteint d'un coup de sabre mortel (1) ,

(1) Il y a plusieurs versions sur ce meurtre. Beaucoup assurent que celui qui a porté le coup à Louvain est un de ses anciens camarades mouchards , qui , craignant qu'il ne le chargeât dans ses déclarations , s'en est défait provisoirement.

le conduire eux-mêmes à la conciergerie, & le recommander puissamment aux juges. Mais il faut en convenir ; le peuple a sa réponse toute prête au reproche que cet événement va lui attirer de nouveau de le permettre les voies de fait. Il dira, eh ! pourquoi les juges ne font-ils pas leur devoir ? Pourquoi des mois entiers se passent-ils entre le crime & le châtimement ? Pourquoi laisse-t-on pourrir les prisonniers dans leur cachot ? La loi veut que le détenu soit interrogé au plus tard 48 heures après celle de son arrestation ; pourquoi est-il plusieurs semaines sans entendre parler de rien ?

Frappé de cette inculpation grave à laquelle les magistrats du peuple n'ont pas encore daigné faire droit, & mus par un sentiment d'humanité que le célèbre (1) *Howard* porta jusqu'à l'héroïsme, nous venons de visiter les principales maisons d'arrêt, telles que la Conciergerie, &c. Nous avons pénétré dans tous les coins & recoins de celle-ci, & conversé avec les prisonniers. Ils ne se plaignent point des procédés de leur concierge, ni de la qualité du pain qu'on leur donne ; en effet, il est bon : mais le local de la Conciergerie est trop renfermé ; il manque d'air. Les détenus à la pistole ne sont pas très-mal ; mais ceux qui sont à la paille, 20 ou 25 dans une seule pièce, ne tirent d'air que par le haut d'une croisée, ne respirent qu'une odeur infecte. Au rez-de-chaussée sont les cachots ; ils ont peu d'air, mais ils ne sont pas humides. On a soin d'y renouveler la paille tous les jours. Les prisonniers sont quatre ou cinq ensemble.

Quelle a été notre surprise d'y rencontrer dans ces cachots les condamnés à mort ! C'est là qu'ils attendent le résultat de leur appel au tribunal de cassation. Il y a de la barbarie dans cette conduite à cet égard. Quel inconvénient y auroit-il à adoucir leurs derniers momens ? La loi veut qu'on soit juste ; mais demand-elle d'être humain ?

Plusieurs de ces malheureux nous ont dit qu'il leur manquoit un assignat de 5 livres pour se procurer un défenseur officieux. Nous n'imaginons pas de situation plus affreuse. La loi accorde à l'accusé le droit de se défendre, au condamné le droit d'appeler de son juge-

(2) C'est un Anglais qui visita toutes les prisons de l'Europe, même la bastille, afin d'indiquer les réformes à y faire pour le soulagement des détenus. Il publia le résultat de ses observations philanthropiques avant de mourir. Sa patrie lui éleva une statue. L'Europe lui doit un temple.

ment , elle lui laisse même le choix de son défenseur ; mais faute d'un assignat de 5 liv. l'infortuné ne pourra profiter du bénéfice de la loi , & sera puni deux fois ; la première , du crime de n'être pas assez riche pour payer un défenseur qui peut-être auroit pu lui éviter la seconde , en procurant à son innocence ou à une erreur pardonnable les moyens de se produire & d'éclairer la conscience du tribunal en dernier ressort. A la honte de l'humanité & de la civilisation , le prévenu de crime , s'il n'a pas de quoi payer le défenseur qu'on lui donne , en est presque toujours mal servi.

Ce n'est pas tout de faire de bonnes loix , il faut encore les rendre accessibles à tout citoyen , quelles que soient ses facultés intellectuelles ou pécuniaires. Il seroit digne d'un peuple sensible autant que justicier d'assurer un traitement annuel à un certain nombre de défenseurs officieux , dont les condamnés à mort ou à la gêne pourroient réclamer le ministère & les talens auprès du tribunal de cassation ; & puisque le cœur humain a besoin quelquefois d'être stimulé dans la carrière du bien , il seroit à propos de tenir en réserve une récompense pécuniaire ou autre , destinée au défenseur officieux pour chaque citoyen accusé & condamné en première instance qu'il auroit sauvé du supplice ou des fers dans son appel à la cour de cassation. Il seroit convenable d'honorer de la couronne civique , & d'un décret solennel portant qu'il a bien mérité de la patrie , le défenseur officieux qui , par son zèle infatigable , seroit parvenu à rendre à la société une certaine quantité de citoyens que réclamoit déjà la hache du bourreau. Une place même au Panthéon français après sa mort ne seroit pas trop payer les services rendus à la patrie par ce sauveur d'hommes ; car enfin la vie d'un citoyen , ou sa liberté , est chose plus précieuse sans doute que la plus belle maison , ou le château le plus superbe préservé des flammes. Nous remarquerons à cette occasion que jusqu'à présent en France & ailleurs , les loix se sont occupées de la conservation des propriétés de préférence à la sûreté & au salut des hommes. Sans doute que la nouvelle constitution , plus conforme aux loix de l'humanité & de la justice que toutes les législations qui l'ont précédée , donnera une égale attention aux personnes & aux choses. Nos nouveaux législateurs éviteront sans doute le reproche trop bien fondé qu'on a fait aux anciens de ne penser aux sans-culottes qu'après avoir épuisé toute l'attention en faveur des propriétaires. Hélas ! jusqu'à présent

on a traité sans conséquence les neuf dixièmes de la société ; les droits du pauvre sont oubliés ; la loi n'a des yeux que pour le riche.

Mais retournons à la Conciergerie. Ce que nous y vîmes ne rend que trop excusable le meurtre de Louvain au faubourg Saint-Antoine. Beaucoup de prisonniers sont là depuis quinze jours , un mois , même deux , & n'ont pas encore été interrogés. C'est un grand délit qu'un citoyen prévenu de crimes & détenu en prison une heure de plus par la négligence des juges. C'est un grand délit de laisser ignorer à un prisonnier la cause de sa détention ; car après la liberté publique , il n'y a rien de plus sacré , de plus précieux que la liberté individuelle. En être privé une heure de plus que ne le prescrit la loi , est un mal que toute la fortune du juge prévaricateur ne sauroit expier ou réparer. Rien au monde ne peut dédommager un homme qui a le sentiment de la liberté , & qu'on retient injustement dans les murs d'une prison , fût-elle plus agréable , plus commode que son propre domicile.

Nous invitons le ministre de la justice , qui a visité déjà plusieurs fois les maisons d'arrêt , à surveiller les comités de police de sections ; soit par une impéritie impardonnable , soit par une inconcevable légèreté , les commissaires de section envoient en prison un citoyen , & l'y retiennent 24 , 48 heures sur de simples dénonciations ; il ne faut que lire leurs procès-verbaux , quand ils veulent bien en faire passer : ils sont rédigés de manière qu'on ne fait trop lequel est le coupable , de l'emprisonné ou de l'emprisonneur. Ce sont des actes arbitraires qui révoltent & alarment les familles.

La Conciergerie renferme 80 femmes à peu près ; elles sont abominablement logées , dans des endroits humides & mal sains ; & cependant on fait qu'elles ne peuvent se passer de soins particuliers ; celles qui ont les moyens d'être à la pistole sont mieux.

Nous observerons que le salaire des geoliers est trop modique ; 40 sous par jour ne sauroient suffire à l'entretien de leur famille , il faut nécessairement qu'ils y pourvoient d'ailleurs , & ce sont les prisonniers qui en souffrent ; on les rançonne sur les commissions & les emplettes qu'ils chargent les geoliers de leur faire. Si ceux-ci étoient mieux payés , ils seroient moins tentés d'abuser de la confiance des malheureux qu'ils tiennent sous la clef , & la loi pourroit les punir en toute rigueur ; car elle ne sauroit être trop sévère contre ces
sortes

sortes de délits. Un détenu est à la merci de son geolier. La moindre prévarication de celui-ci est le crime d'un lâche & d'un monstre, aux yeux de qui le malheur n'est point chose sacrée.

L'Hôtel de la Force est bien plus éclairé, plus spacieux. On y respire un air beaucoup plus sain; on pourroit transporter les femmes dans ce local vaste & propre. Nous y en avons trouvé 70 logées commodément; elles rendent toutes justice au concierge.

Les hommes sont aussi très-bien; ils ont de grandes cours pour se promener toute la journée s'ils veulent. Un prisonnier a besoin de faire quelque exercice, & son esprit ne peut se passer de quelque distraction. On mange de bon pain à la Force; mais, comme à la Conciergerie, beaucoup d'hommes & de femmes se sont plaints à nous de n'avoir pas encore été interrogés.

Plusieurs aussi nous ont témoigné leurs craintes sur un nouveau 2 septembre. Nous les avons rassurés en leur disant que les juges & les magistrats veilleient sur eux avec une tendre sollicitude; que la loi reprenoit chaque jour plus d'empire; que ces scènes d'horreur ne peuvent plus se répéter; que le spectacle atroce de ces 45 femmes affommées de sang-froid à l'hôpital de la Salpêtrière a d'autant plus révolté, que ces malheureuses victimes étoient étrangères aux trames ourdies contre la révolution; enfin, que le peuple sent tous les jours davantage le besoin qu'il a d'une justice sévère, mais légale, afin de réduire au silence ses calomniateurs.

Nous nous proposons de donner successivement nos observations sur les autres maisons d'arrêt à mesure que nous les connoîtrons. C'est une tâche que nous nous sommes imposée par amour seul de l'humanité. Le vrai patriotisme ne marche jamais sans elle.

De la fête des rois, de leurs tombeaux à Saint-Denis, & de leurs cœurs au Val-de-Grace.

La fête des rois, dans sa première origine, étoit bien touchante, bien respectable. Cet usage domestique tenoit aux mœurs fraternelles. Tous les ans, à la fin du jour le moins long de l'année, les parens d'une même famille se rassembloient tous chez le plus âgé, pour y passer ensemble la première veillée d'hiver, & se préparer à en supporter les rigueurs, en resserrant les liens de la bonne union. Les mères de famille, aidées par les jeunes épouses, pétrissoient une galette ou gâteau de forme

ronde qu'on servoit au commencement du repas. Il devoit y avoir beaucoup de convives à cette fête dans un temps où la fécondité des ménages étoit regardée comme une bénédiction de la nature. Pour maintenir l'ordre & faire régner la paix à une table composée quelquefois de cent personnes, on imagina de jeter dans la pâte du gâteau une fève, & on convint que celui des convives à qui le hasard feroit tomber le morceau où se trouvoit la fève, seroit proclamé le président, le magistrat chargé de la police du festin, comme cela se pratique encore aujourd'hui dans quelques provinces d'Angleterre. Ce roi du festin, si l'on veut, faisoit les parts, ou plutôt coupoit le gâteau, en observant les loix de la plus sévère égalité dans tous les morceaux que le plus jeune de la famille distribuoit les yeux fermés, en mettant d'abord de côté la part du voyageur dans les pays assez heureux pour ne pas connoître la mendicité. Dans quelques endroits un des enfans sortoit & attendoit sur le seuil de la porte le premier passant qu'il invitoit à entrer. On le faisoit asseoir à côté du chef de la famille, on lui offroit l'hospitalité jusqu'au lendemain, & il falloit avoir des affaires bien précipitées pour s'y refuser.

Les prêtres, qui souillent tout ce qu'ils touchent, pour faire leur cour aux rois & donner du relief à leurs mystères, s'emparèrent de cet usage antique, & en firent perdre de vue la touchante intention, en disant que leur Dieu nouveau né avoit, dans sa crèche, reçu le premier encens de trois rois venant de bien loin pour lui apporter chacun un cadeau, & qu'il falloit tous les ans, aux autels & à la table, commémorer cette brillante aventure. Les rois, de leur côté, ne se trouvèrent pas très-scandalisés de cette espèce de parodie de la royauté; l'histoire les rassuroit, en leur apprenant que les esclaves à Rome, le lendemain des saturnales, n'en étoient que plus soumis à leurs maîtres; c'étoit à peu près de même chez nous; dans sa joie bruyante, dans son ivresse crapuleuse, le peuple en criant: *le roi boit, le roi a bu*, oublioit qu'en effet ses rois & leurs ministres & leurs femmes & leurs maîtresses buvoient dans des coupes d'or le plus pur sang des familles.

En conséquence de ces réflexions qui sont venues à l'esprit de quelques francs républicains, on proposa à la convention de défendre aux prêtres la fête des rois; nos législateurs passèrent à l'ordre du jour, & firent bien. Ceci n'est pas de leur ressort; c'est notre affaire à nous autres citoyens, si nous sommes aussi bons républicains

que nous nous le disons, nous laisserons les prêtres morfondus psalmodier tout seuls sur leurs tréteaux sacrés des hymnes en l'honneur des *trois rois*. Nous bannirons à jamais ce mot & les idées qu'il rappelle de nos repas de famille. Nous abolirons la royauté de la fève, comme nous avons fait de l'autre, & nous lui substituerons le gâteau de l'égalité; en remplaçant la solennité de l'*Épiphanie* par une fête du *bon voisinage*, la fève serviroit à marquer celui des voisins chez lequel se feroit le banquet fraternel où chacun apporteroit son plat, à l'exemple de nos bons aïeux.

Un arrêté de la commune change le jour des rois en fête des sans-culottes. A la bonne heure! mais cela ne suffit pas. Cette innovation est trop vague. Il faut, quand on veut détruire un vieil usage, le remplacer par un autre bien circonstancié, afin que l'attrait de la nouveauté serve de recommandation à la sagesse du motif.

Mais tandis que nous sommes en train d'effacer tous les vestiges de la royauté, comment se fait-il que la cendre impure de nos rois repose encore intacte dans les caveaux de la ci-devant abbaye de Saint-Denis? Nous avons fait main-basse sur l'effigie de tous nos despotes; aucun n'a trouvé grâce à nos yeux. La pierre, le marbre, le bronze, rien n'a été épargné. Statues équestres ou pédestres, bustes, bas-reliefs, tableaux, des fins, gravures, toute image de rois a été soustraite à notre vue, & nous souffrons que leurs reliques, précieusement conservées dans des cercueils de plomb, insultent aux manes de quantité de bons citoyens morts pour la défense de la patrie & de la liberté, & qui à peine ont obtenu les honneurs de la sépulture!

Le 22 septembre 1792, lendemain du jour de l'abolition de la royauté & de l'établissement de la république, comment les sans-culottes du 10 août ne se sont-ils pas transportés à Saint-Denis pour y faire exhumer par la main du bourreau les vils ossements de tous ces monarques orgueilleux qui, du fond de leur tombe, semblent encore aujourd'hui braver les loix de l'égalité; un Louis XIV, un Louis XV y attendent en paix leur successeur? On diroit que la révolution les a respectés; c'est par eux qu'auroit dû commencer la proscription de tout ce qui tient à la royauté & à la dynastie de nos rois; il ne devoit pas ester pierre sur pierre de l'édifice consacré à leur sépulture. Nos despotes pousoient la vengeance jusqu'à faire raser la maison de leurs assassins; infligeons-leur la peine du talon. Que les tombeaux de

nos tyrans disparoissent & cessent de souiller plus longtemps la terre de liberté. Que leur cendre soit jetée au vent, & qu'une pyramide transmette à nos neveux la sentence portée contre tous ces scélérats couronnés & trop long-temps impunis !

Leurs cœurs embaumés & déposés au Val-de-Grace à Paris sont déjà gissans pêle-mêle sur le pavé de la chapelle funèbre qui les renfermoit, & dépouillés de leur enveloppe d'argent & d'or. Ce n'est pas assez ; requérons le ministère du procureur de la commune, pour qu'ils soient transportés dans un tombereau sur la place de Grève, & jetés au feu, toutefois après avoir attaché à un poteau la plaque indicative de tous les noms de rois, de princes & de princesses, exposés pendant trois jours à une flétrissure publique.

Prudhomme, il te fiet bien vil charongnie, pouriture des vers, d'avillir, comme tu a fait dant ton dernié numerot, ton Dieu, ton maître, le souverain de tout l'univers ; panse que sil ne tecrase pas, il lessé sela à des bra qil le vangeront, car toi & ton heretique de Mannuel, si vous antreprenné davantaje à vouloir detruire notre foi & notre religion, & toute nos seremony de leglise, vous ne risqué rien, se net pas nos pretre que l'on chatira, mais se serat vous deux que l'on hachera par morçot, comme lon vien de faire à set homme dant le faubourg St. Antoine. Anonime.

Observations. Nos cagots, qui n'entendent pas le français, ont été bien scandalisés du mot *bâtard* dont nous sommes servis dans le dernier numéro ; ils ignorent que ce mot désigne un enfant qui n'est pas né d'un mariage, d'une union faite suivant les loix ordinaires & civiles ; ils ignorent aussi que la bâtardise ne fait tort à personne. Joseph, époux de Marie, avoit cependant des idées plus irrévérentieuses que les nôtres. Il se persuada que sa femme étoit adultère, *putans quod adultera esset*, & il voulut la renvoyer. Mais un ange parvint à le calmer ; & comme il étoit époux & saint, il se tut. Pour nous, qui ne sommes pas l'époux, qui ne nous flattons pas d'être saints, & qui n'avons pas vu d'ange, il nous est bien permis de désigner par le mot propre & consacré la naissance du *fils de l'homme*, & l'on ne doit pas nous en vouloir plus qu'à Joseph.

Lorsque les premiers chrétiens étoient le jouet de la populace & des philosophes ; lorsque tout le monde tournoit leurs mystères en ridicule ; lorsqu'on publioit que



dans leurs assemblées nocturnes il éteignoient les lumières & se prostituient les uns aux autres; lorsqu'enfin le christianisme étoit *un sujet de scandale pour les Juifs, & de risée pour les Gentils*, que faisoient alors ces chrétiens? Menaçoiient ils leurs persécuteurs? leur promettoient-ils de les hacher menu comme chair à pâté, s'ils continuoient à blasphémer le Christ? Non: ils souffroient en silence; ils prioient pour la conversion de ces aveugles-nés; ils tâchoient, par la persuasion, de les amener au bercail; ils ne faisoient point de martyrs, ils aimoient mieux l'être. Que les temps sont changés! le fanatisme a pris la place de cette vertu primitive. Aujourd'hui l'on veut forcer les consciences; & l'on suit cette idée bizarre de je ne sais quel docteur, qui disoit que la grace n'est qu'une servante qui marche après la crainte.

Il est vrai que dans l'origine du christianisme les prosélytes n'étoient pas assez nombreux pour faire tête à tous ceux qui les attaquoient: mais les catholiques aujourd'hui se trouvent à peu près dans le même cas; & si ceux qui professent cette religion ne sont doux & pacifiques que lorsqu'ils se sentent les plus foibles, c'est à nous d'empêcher qu'ils ne soient les plus forts; & il en sera d'eux comme de tous les tyrans, plus ils abuseront de leur pouvoir, plus ils le perdront, & la lettre ci-dessus ne nous fait peur que pour eux.

Si l'on examine la conduite de nos prêtres constitutionnels & de leurs sectateurs, on peut voir que l'ignorance & le fanatisme qui ont dicté cette lettre les dirigent encore pour la plupart, & qu'ils les dirigent vers leur ruine. Que d'absurdités dans les sermons qu'ils prêchent! que de niaiseries dans les cérémonies qu'ils étalent si pompeusement! Nous nous sommes plaints de la messe de Noël; Eh bien! croiroit-on qu'à la fête de Ste. Geneviève il y en a eu une toute pareille; que la châsse a été descendue, comme si la sainte n'avoit pas le bras assez long pour faire des miracles d'en haut; que les chemises, les mouchoirs, les suaires ont repassé des millions de fois sur ce cercueil d'or; que de bons campagnards son arrivés la veille au soir des environs, pour entendre une messe de minuit auprès d'elle, pour lui apporter, ou plutôt aux prêtres de Saint-Etienne, leur nombreux *ex-voto*; que la foule étoit si grande dans ce siècle de lumières, que plus de mille personnes n'ont pu entrer dans l'église; que les gardes nationales ont été obligées de passer la nuit pour maintenir l'ordre, & de s'y geler pour le plaisir des dévotes; que les prêtres sont fiers de cette affluence

superstitieuse qu'ils avoient attirée, se pavanoient sous la bigarrure de leurs habits pontificaux. Eux seuls, il est vrai, ont profité de cette fête, si l'on en excepte un bon nombre de voleurs qui ont escamoté des montres, des mouchoirs, des tabatières, toutes choses que la sainte souffre paisiblement dans la maison qui devient un vrai tripot, ce qui n'est pas trop honnête.

Il est vrai que cette patronne de Paris, qui a pourtant les élémens à commande, qui fait pleuvoir quand il pleut, qui fait le beau temps quand on voit le soleil, souffre bien d'autres choses. Nos rois ont bouleversé, pillé, ruiné Paris pendant des siècles, elle les a laissé faire, comme elle laisse encore aujourd'hui Paris exposé aux intrigans & aux factieux qui cherchent à le calomnier dans les départemens. Elle devrait bien répandre des lumières dans toute la France, & éclairer les esprits, cela vaudrait mieux que de laisser consumer tant de cierges autour de son cadavre, dans un temps où le suif & la bougie sont si chers.

On reprochoit à un curé de vanter en chaire tant de miracles qui n'ont jamais existé, & de conter tant de niaiseries au peuple. Bon! disoit-il, je donne du foin à mes chevaux, & moi je n'en mange pas. Voilà tout le secret de ces messieurs; ceux qui ont un peu d'esprit, ne croient pas un mot de ce qu'ils disent; mais ils ont le front de le dire toujours pour gagner de l'argent.

Ne faisons pas comme eux, & rendons hommage à la vérité. Observons qu'il est quelques prêtres qui ont des lumières, & qui cherchent à les répandre; malheureusement le nombre en est extrêmement petit. Nous aimons à faire connoître un de ces hommes sages qui sauveront la religion, si elle peut l'être. La lettre suivante, quoique d'un prêtre, servira de contre-poison à la première.

Le 17 décembre 1792, l'an premier de la république.

« Ce qui me fait croire que je suis animé du vrai patriotisme, c'est que je suis presque toujours de votre avis, lorsque vous vous égayez aux dépens des prêtres....

» On ne peut rien ajouter à votre dissertation sur le culte gratuit; elle est un chef-d'œuvre d'humanité & de raison. Il y a long-temps que je pensois comme vous, que le luxe devoit être banni des cérémonies religieuses. Lorsqu'on ne veut pas tromper, on ne cherche point à éblouir par le faste les yeux de la multitude ignorante; il y a de l'incon séquence à introduire le luxe dans les

cérémonies d'une religion qui ne prêche que la simplicité, & dont le fondateur a eu pour berceau une crèche.

» J'ai bien ri, lorsqu'après avoir dit : Pourquoi les prêtres constitutionnels continuent-ils de s'affubler d'un surplis ? Vous avez ajouté : Il est vrai qu'on permet à pailasse de s'affubler d'une casaque, lorsqu'il veut faire son jeu. Les fanatiques ne vous pardonneront point cette raillerie ; mais vous vous mettez fort peu en peine de la haine des fanatiques. Pour moi, je voudrois de tout mon cœur qu'un sage décret nous défendît d'avoir, dans nos cérémonies (1), un autre costume que celui des autres citoyens. Le peuple n'en murmurerait point, lorsqu'on lui auroit prouvé que le culte extérieur n'est que l'écorce de la religion, & que ce qui en est l'ame, c'est la droiture du cœur.

» On voit bien que vous êtes fort éloigné de vouloir proscrire la religion : vous connoissez trop bien le cœur humain, pour ne pas sentir que cette proscription jetteroit dans le désespoir une infinité de malheureux, qui ne goûtent d'autre consolation que celle qu'ils puisent dans la religion qu'ils ont succée avec le lait.

» Vous pouvez publier ma lettre si vous le jugez à propos ; je fais me mettre au-dessus de la censure des cafards & des fanatiques ; je les redoute assez peu, pour ne pas dissimuler l'opinion où je suis, qu'il n'y a point de culte auquel le salut éternel soit exclusivement attaché, pourvu qu'on l'ait embrassé de bonne foi, & qu'on y observe exactement les loix de la probité ; que les prêtres catholiques ne font pas mal de se marier, & qu'on peut en toute sûreté de conscience profiter de la loi du divorce. J'ai terminé un de mes discours patriotiques prononcé en public, par ces paroles qu'on a remarquées : « Ne craignez point, frères, amis, que nous » vous prêchions jamais la discorde au nom d'un Dieu » de paix ; nous saurons allier les devoirs de la religion » avec les devoirs du patriotisme ; nous savons que nous » sommes citoyens avant d'être prêtres ; ainsi dans tout » homme raisonnable, jamais la qualité de prêtre n'effacera la qualité de citoyen ». Je suis avec des sentimens vraiment fraternels, P. F. POULLE, vicaire de Draguignan, département du Var ».

(1) Il est digne du citoyen qui nous écrit & de tout prêtre vertueux, de ne pas attendre le décret & de donner l'exemple.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 22 d'écembre 1792.

On a fixé le mode de paiement des troupes pour l'année 1793. Des députés du peuple souverain du Hainaut belgique ont été admis à la barre ; ils se sont plaints du décret rendu le 17 de ce mois, tant ils ont trouvé que les articles 4 & 5 sont attentatoires à la souveraineté du peuple.

Le ministre des affaires étrangères a notifié le choix qu'il vient de faire du citoyen Genest pour notre envoyé près les états unis d'Amérique.

On a lu ensuite des lettres du général Bournonville, qui annoncent qu'il a remporté par deux fois sur l'ennemi un avantage considérable au poste de Wavrein, entre Sarre & Moselle ; il estime la perte de l'ennemi à 900 tués ou blessés ; nous n'en avons eu qu'environ cinquante.

Samedi 22. Plusieurs lettres particulières ont été lues, & l'assemblée a fait droit sur diverses demandes particulières, après quoi il a été décrété sur une motion de Valazé relative au renouvellement des comités, qu'ils procéderont au tirage pour ce renouvellement ; que les commissaires inspecteurs de la salle feront imprimer la liste des membres sortis par ce tirage, & qu'on procédera à leur remplacement. Du tout le comité de constitution excepté.

Treillard a lu la rédaction du décret relatif aux biens des émigrés dans les pays occupés par les armées de la république.

Couthon a demandé, à cette occasion, la parole pour une motion d'ordre. Il a appelé l'attention de l'assemblée sur ce décret, par lequel elle a voulu que, dans les pays rendus à la liberté par les armes françaises, les ci-devant nobles & les prêtres ne pussent être nommés à aucune place ; ce décret lui semble attentatoire à la souveraineté des peuples, & capable de produire les plus funestes effets. Il a demandé la révocation. Bréard & Thuriot s'opposent à la révocation du décret. Ils demandent que l'assemblée se borne à le rétablir tel qu'il avoit d'abord été proposé. La convention adopte leur motion, & substitue à l'exclusion des nobles & des prêtres un article qui porte que les hommes de ces deux ci-devant castes ne pourront être chargés d'aucune fonction publique avant d'avoir renoncé formellement aux privilèges & prérogatives dont ils jouissoient.

Bournonville a encore annoncé de nouveaux succès & la prise de la ville de Gréven-Maker, qui avoit une garnison de 3000 hommes.

D'après une lettre du conseil-général du Bas-Rhin, qui se plaint qu'en cette partie de la France on travaille l'esprit public en sens contraire de la révolution, & que la présence de Diétrick dans les prisons de Strasbourg pourroit bien en être le motif. Après quelques débats, l'assemblée a décrété l'envoi de trois nouveaux commissaires dans le département du Bas-Rhin, & les autorise à faire mettre en état d'arrestation tous les individus perturbateurs, comme aussi suspendre les administrateurs suspects, & leur enjoindre

de faire parvenir à la convention les instructions qui auront déterminé la suspension.

Dimanche 23. A l'occasion de la communication des procès-verbaux dressés par les corps administratifs dans la nuit du 10 août, & communication demandée par les défenseurs de Louis Capet, & octroyée par la convention, Thuriot a fait décréter que le comité de surveillance sera tenu de faire son rapport sur les pièces trouvées chez Bacmann, major des suisses, pièces qui prouvent que la cour, à l'époque du 10, étoit en état de contre-révolution ouverte.

Des Marseillois blessés à la journée du 10 se sont présentés à la barre; ils demandent que l'indemnité de 300 livres décrétée pour eux leur soit délivrée. L'assemblée a accueilli leur pétition, & les a admis à la séance.

Les députés du Hainaut qui avoient déjà été admis se sont présentés de nouveau; ils ont remis à la convention une lettre dont l'objet est de demander le rapport très-prochain du décret du 17, dont la connoissance a déjà excité des troubles à Bruxelles, & n'a manqué faire cesser les travaux de l'assemblée représentative. Cette lettre a été envoyée au comité.

L'ordre du jour étoit l'admission des pétitionnaires; plusieurs ont été entendus; on a remarqué une députation de la section des Lombards, qui est venue dénoncer Westermann, adjudant général de l'armée de la Belgique, comme un escroc.

La société de la réunion des Allobroges, établie à Paris, demandant un édifice national pour y réunir les petits Savoyards, & les instruire. La pétition est applaudie & renvoyée au comité d'affiliation.

Lundi 24. Les commissaires envoyés dans le département du Mont Blanc ont écrit que le décret de réunion de la Savoie a été reçu avec enthousiasme par les Savoisiens & que l'esprit de liberté fait de rapides progrès dans cette contrée.

Bréard a eu la parole pour communiquer à l'assemblée des réquisitions sur la rentrée de nos armées dans l'intérieur; il a présenté en conséquence le projet de décret suivant, qui a été très-applaudi, & dont l'impression a été ordonnée.

1°. Le conseil exécutif est autorisé à terminer la campagne présente aussitôt que les expéditions commencées par les généraux seront achevées. 2°. Les troupes prendront leur quartier d'hiver à Nice, dans la Savoie, dans la Gueldre, sur le Rhin, & les cantonnemens seront placés à proximité les uns des autres. 3°. Lorsqu'ils les généraux auront cantonné les troupes, ils pourront venir à Paris pour se concerter sur un nouveau plan de campagne. 4°. Les bataillons de volontaires seront portés au complet. 5°. Le conseil exécutif présentera, sous trois jours, le tableau de notre situation intérieure, & un état de nos forces maritimes, &c.

Jean de Brie a pris la parole ensuite sur le même sujet & s'est étendu sur les moyens de ramener la paix & l'union dans l'intérieur, il a proposé pour y parvenir les mesures suivantes :

1°. Nos armées seront placées sur nos frontières; une partie de nos troupes pourront néanmoins rester en pays étranger, pour protéger la liberté des autres peuples. 2°. Le conseil exécutif fera connaître, sous huit jours, l'état de nos forces pour la campagne.

N°. 182. Tome 15.

F

prochain. 3°. L'adoption sera rétablie, & ses élémens seront tels qu'elle n'ait lieu qu'entre les citoyens riches & les citoyens pauvres.

4°. D'ici au premier avril prochain, il sera proposé un nouveau système de contribution, tel que les impôts soient établis en raison progressive des fortunes. 5°. Tous les huit jours le conseil exécutif présentera le tableau de notre situation, & tous les trois jours la municipalité de Paris fera connoître l'état de cette ville. 6°. Les tribunaux criminels des quatre-vingt-quatre départemens enverront chacun un de leurs membres, lesquels réunis, formeront le tribunal destiné à juger les crimes d'état, dont la connoissance leur sera attribuée par un décret de la convention. 7°. Tout individu ou toute aggrégation d'individus qui conspirera contre la liberté, sera regardé comme étant hors la loi, & il sera permis à chaque citoyen de courir sus après que la convention aura déclaré qu'il est hors la loi. 8°. La convention nationale déclare que la patrie n'est plus en danger.

Barrère a parlé dans le même sens que Bréard & Jean de Brie; il a demandé que provisoirement, 1°. le maire de Paris fût tenu de rendre compte à la convention, le 5 janvier, de l'état de cette ville, de l'esprit public qui règne dans les sections, & des moyens pris pour maintenir la sûreté des personnes & des propriétés. 2°. Que le ministre de l'intérieur présentât un aperçu semblable qui embrassât toutes les parties de la république. 3°. Que l'état de la fortune publique fût soumis à la convention, & que tous ses comités se concertassent pour arrêter des mesures générales.

Thuriot demandoit qu'on exigeât un certificat de civisme, depuis 1789, de tous les journalistes, & qu'on chassât ceux qui seroient reconnus pour corrupteurs de l'opinion publique. Cette motion a été écartée par l'ordre du jour.

Mardi 25. Après un long interrogatoire subi par Cambesfort & Despartris, sur la conduite qu'ils ont tenue à Saint-Domingue, l'assemblée a décrété qu'ils seroient enfermés à l'abbaye. Les autres officiers à interroger sont renvoyés au comité colonial.

Sur le rapport de Fabre, membre du comité d'agriculture, l'assemblée prononce un décret dont voici les dispositions : 1°. Quiconque sera convaincu d'avoir offert, pour acheter des grains, un prix plus fort que ne le demandoit le vendeur ; sera condamné à deux années de fers. 2°. Quiconque sera convaincu de s'être coalisé pour faire hausser le prix des grains, sera puni de la même peine.

Chabot est monté à la tribune pour dénoncer Marat, qu'il a accusé d'appeler la nation à la royauté. Marat a pris la parole, pour se disculper. L'assemblée termine cette dispute, en renvoyant au comité de sûreté publique la dénonciation de Chabot.

Après une motion d'ordre de Bourdon, touchant l'audition de Louis pour le lendemain, la convention a décrété que la séance commenceroit à huit heures du matin, & que Louis seroit traduit à la barre à neuf.

Après un rapport de Beauvais, la convention a rendu le décret suivant :

« 1°. Il sera remis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 400,000 livres pour être distribuée, par forme de récompense & d'indemnité, aux personnes, & de la manière que désignent les articles suivans.

2°. Les personnes qui ont droit aux indemnités nationales, sont les citoyens blessés à l'affaire du 10 août, les veuves & enfans de ceux qui ont péri le même jour pour la cause de la liberté; enfin, ces pères & mères qui vivant du travail de leurs enfans les ont perdus.

3°. Tous ceux qui prétendront à ces récompenses & indemnités, seront tenus d'aller se faire inscrire; savoir, à Paris dans les sections, & pour les autres départemens, dans les municipalités de leur district, sur un registre qui sera ouvert, à cet effet, pendant quinze jours à Paris, & pendant un mois dans les départemens, à compter du jour de la publication du présent décret.

4°. Les personnes susdites présenteront à leurs sections, ou à leurs municipalités, un mémoire énonciatif de la nature de leur état & de leur demande; ils y joindront les pièces justificatives.

5°. Les veuves & les pères & mères de ceux qui sont morts pour la patrie le 10 août, déposeront aux comités des sections & aux secrétariats des municipalités l'extrait mortuaire de leurs maris ou de leurs enfans, avec un acte énonciatif du jour de leur mort.

6°. Les municipalités, à l'expiration du délai fixé ci-dessus, dresseront état des personnes qui auront droit aux indemnités nationales. Ces états seront envoyés, avec les pièces justificatives, aux administrations de district, & par elles à celles de département qui les transmettront au ministre de l'intérieur.

7°. Ces états ou tableaux seront distribués en trois classes. La première comprendra ceux qui sont devenus incapables de travailler. La seconde classe sera destinée aux veuves & enfans qui vivoient du produit du travail de leurs maris ou de leurs pères. Enfin la troisième classe, seront compris les citoyens infirmes ou blessés.

8°. Le ministre de l'intérieur, après avoir vérifié & signé ces états, fera parvenir aux municipalités & sections les sommes qui seront dues à chaque individu, conformément à l'article suivant.

9°. Les citoyens de la première classe jouiront de 365 livres de pension viagère; enfin il sera payé 40 livres à chaque enfant au-dessus de dix ans, & 25 livres à chaque enfans au-dessous de cet âge. Ces pensions seront insaisissables & exemptes de toutes impositions.

10°. Les blessés composant la troisième classe, recevront 30 sous par jour, & seront traités gratuitement jusqu'à leur parfaite guérison.

11°. Ceux qui auront besoin des eaux thermales y seront conduits gratuitement, traités dans les hôpitaux nationaux & défrayés de tout.

12°. Il sera payé une somme de 50 livres à ceux des blessés du 10 août qui, antérieurement au présent décret, se seront engagés, soit dans la troupe de ligne, soit dans les bataillons de volontaires nationaux.

13°. Les municipalités rendront compte de l'emploi des sommes qui leur auront été envoyées par le ministre de l'intérieur; & s'il leur restoit quelque excédent, elles l'adresseront aux administrations qui le feront verser à la trésorerie.

14°. Les sections de Paris en feront autant.

F 2

à 13°. Les noms des veuves des citoyens qui sont morts le 10 août, seront inscrits sur un tableau qui sera imprimé aux frais de la république, affiché, distribué & envoyé aux départemens & aux armées.

Mercredi 26. Louis Capet a été traduit à la barre à neuf heures du matin. Son défenseur, Desèze, a eu la parole. Nous avons donné tout au long son plaidoyer.

Après le discours de Desèze, Louis a eu la parole. Nous avons rapporté ce qu'il a dit. Il est sorti ensuite avec ses conseils. Un moment après, l'assemblée décrète qu'il sera reconduit sur le champ au Temple; elle décrète ensuite, après de longs débats, 1°. que le mémoire lu par le défenseur de Louis sera signé par Louis & ses défenseurs, & déposé sur le bureau; 2°. que l'on rétablira dans le mémoire ces mots prononcés par le défenseur, & rayés par lui dans son manuscrit : *Le peuple voulut la liberté, & Louis la lui donna*; 3°. qu'il sera dressé procès-verbal de l'état du manuscrit de la défense; 4°. que les conseils de l'accusé seront admis, avec les secrétaires de la convention, à corriger les épreuves du mémoire lorsqu'on l'imprimera.

Après la prononciation de ces décrets, plusieurs membres ont demandé que la discussion s'ouvrit à l'instant sur le jugement de Louis Capet, & que l'assemblée prononcât sans délai. Cette proposition a fait naître de longs débats; la convention les a terminés, en décrétant qu'elle s'occuperoit, toute affaire cessante, du procès de Louis Capet, jusqu'à la proposition du jugement. La séance s'est ensuite levée.

Jendredi 27. A l'ouverture de la séance, l'assemblée n'étant pas assez complète pour passer au procès de Louis, on s'est occupé de quelques objets étrangers. La discussion s'est ouverte immédiatement après. Saint-Just a parlé le premier; il a trouvé Louis coupable dans toute sa conduite depuis 1789, & il a conclu en demandant que chaque membre fût tenu de déclarer à la tribune si Louis leur semble coupable, & quelle peine lui est applicable. Rouzet a parlé ensuite; il a conclu à la réclusion de Louis pendant tout le temps que l'exigeroit la tranquillité publique. Salle, ex-constituant, est venu après; il a conclu à ce que la convention déclarât simplement si Louis est coupable, & que l'application de la peine fût renvoyée au jugement du peuple. Barbaroux s'est borné à prouver que Louis devoit être puni, & il a réfuté les argumens faits en faveur de son inviolabilité. Levie a déclaré qu'il regardoit Louis comme coupable, & il a conclu au renvoi de son jugement après la paix. Lequinio parloit dans un sens différent, lorsqu'il a été interrompu par des applaudissemens. Le président rappelle que les signes d'approbation ou d'improbation sont interdits. Les applaudissemens recommencent. Le président se couvre, & le silence renaît. Legendre dit que Bantable est un des applaudisseurs, & demande qu'il soit rappelé à l'ordre. Vergniaud veut qu'il soit envoyé à l'Abbaye; Barbaroux, qu'il soit censuré. Cette dernière proposition est adoptée.

La séance s'est prolongée fort tard, pour procéder à la nomination d'un président. C'est Treillard qui a obtenu les suffrages.

Vendredi 28. Le ministre des affaires étrangères a notifié des offres faites par le roi d'Espagne de désarmer, de reconnoître la

république française, & de garder la neutralité, si la nation consent à ce que des commissaires nommés par les puissances étrangères prononcent sur le sort de Louis; au défaut de quoi le roi d'Espagne regardera tous les traités comme rompus. La convention a passé à l'ordre du jour.

C'étoit le procès de Capet. Lequinio a parlé le premier & a conclu au rejet de l'appel au peuple. Buzot a conclu à la peine de mort, & a demandé que le jugement fût sanctionné par le peuple. Robespierre a conclu à ce que Louis fût promptement jugé à mort & exécuté.

Samedi 29. Des plaintes adressées par les commissaires à l'armée de la Belgique, sur les dilapidations de cette armée, ont fait rendre un décret qui autorise les commissaires à faire toutes acquisitions nécessaires au service public, à charge de s'être préalablement concertés, & d'instruire la convention de leurs démarches.

On a renvoyé au comité d'aliénation la dénonciation faite par Sillery, des abus qui se multiplient dans la vente des biens des émigrés, qui s'achètent à un prix très-audessous de leur valeur.

Après avoir entendu le rapport du comité de la guerre, l'assemblée a décrété que le premier bataillon du trente-quatrième régiment d'infanterie, ci-devant Angoulême, qui étoit à Longwy lors de la reddition de cette place, n'avoit point démérité de la patrie, & qu'il reprendroit son rang dans l'armée. Tous les officiers & soldats qui avoient quitté le bataillon sont tenus de se rejoindre, sous peine de désertion.

On a mis à la disposition du ministre de la marine une somme de deux millions six cent mille livres pour frais de transport de douze cents hommes aux îles d'Amérique.

On a passé à la discussion du procès de Louis Capet. Biroteau a demandé un appel nominal sur la question de l'appel au peuple. Morisson a conclu au bannissement. Anguerrand à l'appel au peuple après le jugement de mort rendu. Prault à la peine de mort, & de suite à l'exécution.

Dimanche 20. Un député du département de la Manche a informé l'assemblée que les citoyens de Cherbourg, réunis en société d'amis de la liberté & de l'égalité, venoient d'ouvrir une souscription dont le produit sera destiné à acheter des capotes & des fouliers pour nos soldats. Cette souscription, a-t-il ajouté, à laquelle les municipalités voisines s'emprescent de concourir, s'élève déjà à une somme considérable.

Il a été décrété que deux commissaires se rendroient aux Quinze-Vingts pour vérifier les faits qui ont été la matière d'une dénonciation contre les administrateurs de cet hôpital, & qu'ils rendroient compte à la convention.

Mailhe propose de décréter qu'il sera sursis à l'exécution de tous les jugemens rendus sur les procédures criminelles instruites au sujet de la perception des droits féodaux, excepté les cas de meurtre, incendie, assassinat. Décrété.

On a renvoyé au comité diplomatique une pétition tendante à accorder des secours aux Polonais pour secouer le joug de l'impératrice de Russie.

Plusieurs dénonciations ont été faites contre le ministre de la guerre; Barbaroux demandoit qu'il fût décrété qu'il avoit perdu la confiance

publique. La convention a tout renvoyé pardevant un comité de douze membres, qui sera nommé *ad hoc*.

Lundi 31. Des commissaires de la section des Champs-Élysées sont venus lire une adresse de cette section au conseil général de la commune, dans laquelle on improuve les arrêtés de plusieurs autres sections, qui tendent, disent-ils, à forcer le vœu des représentans. L'impression & l'envoi de cette adresse ont été décrétés par la convention.

Marat a dénoncé les manœuvres qu'on emploie pour faire tourner l'opinion publique à l'adoption d'un appel au peuple sur le sort de Louis Capet, & d'une force armée des départemens autour de la convention. Vergniaud a eu ensuite la parole sur le procès de l'ex-roi; il a conclu pour la continuation de la discussion; lorsqu'elle sera fermée, il optera entre les deux projets de Salles & Buzot. Dubois de Crancé a parlé après; il a combattu l'appel au peuple, & a conclu à la mort avec une prompté exécution.

Le ministre des affaires étrangères a fait un rapport sur les dispositions d'un bill du parlement d'Angleterre, relatif aux étrangers qui sont dans ce royaume, & a rendu compte des interpellations faites au ministère anglais sur l'observation du traité de commerce de 1786 dont ce bill est une infraction. Le rapport du ministre a été renvoyé aux comités diplomatique, colonial & de marine, pour en rendre compte incessamment. Le reste de la séance a été employé à entendre les adresses patriotiques.

Mardi premier janvier 1793. Kersaint a eu la parole pour un rapport au nom des comités diplomatique & de marine. D'après une délibération du comité, sur l'arrestation dans un port anglais, de deux vaisseaux chargés de grains achetés par ordre du ministre de l'intérieur, il a proposé le décret suivant, qui a été adopté :

« La convention, instruite par le ministre de l'intérieur, que des vaisseaux chargés de grains destinés à la France ont été arrêtés dans un port anglais, renvoie cette affaire au conseil exécutif, lequel sera tenu de l'instruire des déclarations officielles qui auront dû être faites au gouvernement anglais, & des réponses que ces déclarations auront obtenues.

La parole a été continuée à Kersaint pour présenter quelques observations sur la situation de la France avec l'Angleterre.

A la suite de ses réflexions, Kersaint a fait lecture d'un projet de décret, & propose, 1°. de déclarer que les Français sont prêts à la guerre, prêts à l'alliance avec le peuple anglais; 2°. d'ordonner l'équipement de trente vaisseaux de guerre, & de vingt-quatre frégates; de foigner l'armement des côtes, & d'envoyer dans tous les départemens maritimes des commissaires chargés de veiller à tout ce qui peut assurer le succès de la guerre; 3°. d'examiner la situation des agens de la république française auprès des puissances étrangères & de faire cesser l'état précaire où ils se trouvent; 4°. Enfin de former un comité de défense générale, en prenant trois membres de chacun des comités de marine, de guerre, de diplomatie, de commerce & des finances. » L'assemblée a adopté la dernière des propositions de Kersaint; elle renvoie les autres à l'examen du comité dont elle vient de décréter la formation.

La discussion a été reprise sur le procès de Louis Capet. Saint

André a parlé le premier ; il a demandé la question préalable sur l'appel au peuple , & qu'on allât aux voix sur le jugement de Louis. Brissot est venu ensuite ; il a conclu à la mort , mais à l'appel au peuple.

Mercredi 2. Il a été décrété qu'à dater du 1^{er} janvier 1793 , les actes seroient datés de l'an 2 de la république.

Un membre du comité d'aliénation a fait un rapport sur les moyens d'arrêter les abus qui diminuent de beaucoup le produit de la vente des biens des émigrés. Il a proposé & l'assemblée a décrété ce qui suit : 1°. Les citoyens préposés par le pouvoir exécutif ou par les corps administratifs à la vente du mobilier des maisons appartenantes à des émigrés , ou dépendantes de la liste civile , ne pourront s'immiscer directement ni indirectement dans l'achat , ni accepter aucune rétrocession de ceux des effets dont la vente leur étoit confiée , sous peine d'être punis comme voleurs d'effets publics. 2°. Tous ceux qui auroient donné de l'argent pour arrêter le cours des enchères , seront également punis comme voleurs des effets publics. 3°. Il sera procédé à l'adjudication des effets qui s'élèveront au-dessus de 100 liv. , jusqu'à l'extinction du troisième feu. Ceux qui contreviendront au présent article seront condamnés à une amende de 500 liv. 4°. Lorsqu'il ne se présentera pas un nombre suffisant d'enchérisseurs , ou si les objets sont restés à un prix évidemment au-dessus de leur valeur , les citoyens préposés à la vente pourront suspendre l'adjudication ; 5°. ceux qui auront encouru les peines portées par les articles I & II , seront poursuivis pardevant les tribunaux criminels ; ceux qui n'auront encouru que l'amende prononcée par l'article III , seront poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle.

Guillemard a r'ouvert la discussion sur le jugement de Louis XVI ; il a conclu en demandant qu'il fût jugé par la convention , & le jugement préenté à la sanction des assemblées primaires.

Carra a parlé ensuite ; il a demandé que Louis fût jugé sans appel , & qu'on passât à l'ordre du jour sur toutes autres propositions.

Jeudi 3. Un secrétaire a donné lecture d'une lettre de Custine , datée du 29 décembre , qui donne les détails précis de la reprise de Francfort par les Prussiens ; le général se plaint toujours du mauvais état des troupes. Sa lettre a été renvoyée au comité militaire.

Gasparin a eu la parole ; il a dénoncé Vergniaud , Guadet & Genfonné , relativement à un mémoire signé d'eux au mois de juillet dernier , & qui fut remis à Thierry , valet-de-chambre de Louis XVI , par l'entremise du peintre Boze. Vergniaud & Guadet sont montés à la tribune pour éclaircir cette affaire ; ils ont dit tous deux que si le mémoire existoit & qu'on le trouvât , il ne serviroit qu'à les justifier. Sur ce la convention a décrété d'abord que le peintre Boze seroit mandé à la barre , & que le scellé seroit apposé sur ses papiers.

Robespierre l'ainé a demandé que l'assemblée envoyât deux commissaires chercher des papiers importans déposés à Ville-d'Avrey , dans la maison de campagne de Thierry ; il a ajouté qu'on lui avoit dit que le ministre Roland s'étoit transporté à Ville-d'Avrey pour enlever ces papiers , mais que la municipalité s'y étoit opposée. L'assemblée a décrété que le ministre Roland sera appelé pour s'expliquer sur cet objet.

Le ministre de la guerre a transmis à la convention une dépêche du général Miranda , datée de Ruremonde , le 30 décembre. Il y rend compte d'une expédition que le général Lamorlière vient de

faire dans la Gueïdre prussienne, avec tout le succès imaginable; des députés de plusieurs villes sont venus à la rencontre de l'armée française, & lui ont témoigné la plus vive satisfaction de la voir sur leur territoire. Des contributions ont été imposées. La totalité s'élève à 850 mille florins.

Le général Kellermann écrit que la révolution la plus complète vient de s'opérer à Genève. Les citoyens ont chassé le grand & le petit conseil. Ils vont s'organiser à la française, & ils regarderont comme un beau jour, celui où ils pourront nous recevoir dans leur sein.

On a passé à l'ordre du jour. Dantigoite a combattu l'appel au peuple; Pétion a parlé après lui; il a conclu à la mort & à la ratification du jugement par les assemblées primaires.

Roland, mandé pour s'expliquer sur les scellés apposés chez Thierry à Ville-d'Avray, a paru à la barre; il a dit qu'il avoit refusé toutes les autorisations qui lui avoient été demandées pour la levée de ces scellés.

Boze a été ensuite introduit à la barre; il a avoué qu'il avoit remis à Thierry un mémoire signé de Genfonné, Guadet & Vergniaud, & il a fait donner lecture de la réponse qui fut faite à ce mémoire. La convention ne trouvant pas que rien inculpât le peintre Boze ni les signataires du mémoire, a admis le premier aux honneurs de la séance, & a rapporté le décret qui ordonne que le scellé sera mis sur ses papiers.

Vendredi 4. La ville de la Rochelle a fait un don patriotique d'un grand nombre de paires de souliers; une commune du duché de Deux-Ponts en a fait autant. (Mention honorable.)

La convention a décrété la suppression de la caisse de l'extraordinaire, & sa réunion à la trésorerie nationale; elle a ensuite adopté un projet de Cambon sur le mode de cette réunion.

En abolissant le droit d'aînesse, l'assemblée constituante avoit établi une exception en faveur des personnes actuellement mariées, & des veuves qui avoient des enfans. Cette exception étoit exprimée dans la loi du 15 mars 1790, article X, & dans celle du 8 avril 1792, articles V, VI, VII, VIII & IX. Lepelletier a proposé de rapporter ces articles; & après une vive opposition de la part de Lanjuinais, Lecarpentier & autres, cet avis a été adopté.

Après quelques débats sur l'ordre du jour, la convention y a passé. Barrère a eu la parole; il a conclu par demander qu'en écartant les propositions de Salles & Buzot, on allât aux voix par appel nominal, 1°. sur cette question principale: Louis est-il coupable de conspiration contre l'état? 2°. Sur l'application de la peine prononcée par le code pénal, contre les conspirateurs. 3°. Que la convention nationale prononce ensuite sur le sort de la famille de Louis Capet.

Ce 5 janvier 1793, l'an second de la république ;
PRUDHOMME, électeur de 1792.